Pologne : p. 4 et 5

Un an après, les forces de la classe ouvrière sont intactes

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 689 - 15 août 1981 - prix : 5 F

Ceux que Mitterrand cherche à satisfaire... et les autres p. 8 et 9

Malgré la crise, ils ont de l'argent

pour fabriquer des armes

M 6189 - 688 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 5 :
— **USA : contrôleurs du ciel : l'épreuve de force contre Reagan.**
— **Pologne : un an de lutte.**
Page 16 :
— **Monnaies : la loi du plus fort.**

En France

Page 6 :
— **Corse : quelques fonctionnaires de plus.**
— **La visite d'Emmanuelli en Nouvelle-Calédonie.**
Page 7 :
— **Travailleurs immigrés :**
— **Droit de vote : un ministre dit blanc, un autre dit noir...**
— **La régularisation des « clandestins ».**
Page 8 :
— **Le nouveau gouvernement et ceux qu'il voudrait satisfaire.**
Page 9 :
— **Les écologistes après les incidents de Cherbourg.**
— **Chez les partisans et les adversaires du nucléaire.**
— **Fillioud et les radios libres.**
Page 10 :
— **Comment le Parti Communiste Français justifie sa présence au gouvernement.**
Page 11 :
— **VERGO (Moselle) : occupation de l'entreprise.**
— **Les stagiaires FPA organisent une rencontre nationale.**
Page 12 :
— **Port-en-Bessin (Calvados) : interview du secrétaire du syndicat des pêcheurs.**
— **Echos des entreprises.**

Culture

Page 13 :
— **Télévision : aux Dossiers de l'écran : les incendies de forêts.**
— **Sélection.**
Page 14 :
— **Cinéma : Un fils pour l'été ; L'année prochaine si tout va bien ; Les enfants du 67e.**
Page 15 :
— **Livre : Etre Arabe en Israël.**
— **Exposition : la Commune de Paris.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

WYOMING : Les compagnies pétrolières avaient des réserves

Lorsque le gouvernement américain toléra en 1868 l'installation des indiens Soshones sur leur propre territoire, de pauvres terres à moutons mais cependant réduites à 1 million d'hectares, il était loin de se douter que le sous-sol recelait des millions de barils de pétrole et des nappes de gaz naturels.

Les premiers contrats signés en 1918, l'exploitation commença en 1943 et les indiens Soshones et les Arapahoes qu'ils avaient recueillis sur leur territoire purent toucher des royalties des 38 compagnies qui exploitaient les gisements.

Mais en 1976 lorsque les prix du pétrole augmentèrent, quelques « mauvais esprits » des tribus remarquèrent que les revenus de la réserve étaient loin d'augmenter au même rythme, loin de là.

Un inspecteur du bureau fédéral des études géologiques mit par hasard le nez dans le pot aux roses : un camion chargé de brut qui quittait la réserve indienne sans permis et sans avoir été enregistré nulle part.

Les Indiens engagèrent donc des experts et des comptables pour éplucher les comptes des compagnies. Visiblement ces comptes avaient été falsifiés, les puits équipés de système de pompage évitant le pointage de la production, le brut déversé dans des réservoirs officiellement réservés aux déchets et pompés dans des camions vides, etc.

Suivant leur exemple, un peu partout dans les réserves indiennes qui possèdent un riche sous-sol, les conseils tribaux engagent des experts pour voir si les choses se passent dans les règles.

Il faut croire que les compagnies ne se sentent pas dans leur assiette. En effet depuis que les représentants des Soshones et des Arapahoes épluchent leurs comptes, la Gulf Oil a « découvert » qu'elle avait « oublié » de verser 264 000 dollars de royalties depuis un an, et la Conoco, pour la même raison, a versé 237 000 dollars au conseil inter-tribal en février dernier. A suivre...

• Chiche ?

A défaut de pouvoir stopper la spéculation sur le franc, Jacques Delors a pris une grande décision destinée à frapper les imaginations.

En ces jours de vacances, des millions de personnes sont menacées par des hausses intempestives.

Les prix dans les terrains de camping, les cafés et autres hôtels seront en conséquence passés au peigne fin par les limiers de la direction générale de la Concurrence et de la Consommation. Les fauteurs d'inflation n'ont qu'à bien se tenir, les agents de Delors vont arriver. Comme Zorro.

Après s'être attaqués au menu fretin de la Côte, ces justiciers des temps modernes feraient bien de faire un crochet par Paris ou d'autres villes. Histoire de ferrer de plus gros poissons comme la RATP ou la SNCF qui ont les yeux plus grands que le ventre et qui viennent d'augmenter leurs tarifs avec la bénédiction du dénommé Delors.

• Qui prête s'enrichit

Lors de son voyage au Mexique Claude Cheysson, a rempli sont rôle de grand commis-voyageur de l'Etat. En effet, le lundi 10 août, la banque mexicaine Banobras a signé avec la BNP un accord de crédit d'un montant de un milliard 120 millions de francs pour la construction de la troisième tranche du métro de Mexico.

C'est la France qui avait déjà construit les deux premières tranches de ce métro et c'était déjà la BNP qui avait été chargée du financement du programme.

Sous couvert de ***« la bonne entente »*** *retrouvée entre Paris et Mexico, ce prêt est loin d'être un cadeau, sauf pour les industriels français chargés de la construction, dans les caisses desquels les sommes allouées vont directement atterrir. Car, le crédit est établi sur 10 ans, avec un intérêt de 7,25 % et ce sont les contribuables mexicains qui devront en supporter les frais*

• Le paradis ?

A l'occasion du 15 août, vingt et une femmes détenues ont bénéficié d'une grâce présidentielle et été libérées de prison.

Toutes avaient été condamnées à des peines ne dépassant pas cinq ans. Six d'entre elles n'avaient plus que six mois de détention à subir, onze avaient entre six et dix-huit mois et quatre entre dix-huit et trente mois.

Il s'agit en fait d'une réduction de peine pour seulement vingt et une détenues sur les 1121 emprisonnées au 1er janvier 1981.

Cette libération anticipée n'est accordée qu'à celles qui ont semblé particulièrement dignes d'intérêts aux garde des Sceaux et au président de la République : celles qui ont des enfants en détention avec elles, ou des enfants en bas âge dont elles sont séparées ou des enfants gravement handicapés.

Et il y a aussi Chritiana von Opel, la fille d'un riche industriel allemand mêlée à des trafics de drogue et défendue en son temps, comme par hasard, par Badinter.

• Assurance tourix

Les industriels exportateurs français sont à l'abri de tous les coups du sort : la COFACE, Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur les garantit contre les risques politiques, les sinistres les plus divers, séïsmes, cyclone et autres, les mauvais payeurs et même les variations monétaires. Bref, contre toutes calamités sociales, naturelles ou économiques.

Le Zaïre, la Turquie, la Colombie, n'ont pas assez de devises pour payer leurs importations de produits français, la COFACE indemnise. Les contrats passés en Iran depuis l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, ont été dénoncés, la COFACE paye le manque à gagner (la note avoisinera au total les 10 milliards de francs). Les délais de remboursement pour la dette polonaise s'allongent, la COFACE couvre encore les frais.

Système de secours mutuel entre exportateurs ? Pas du tout, la COFACE est un organisme contrôlé par l'Etat et c'est le Trésor qui rembourse lorsque les caisses sont en déficit. Ce qui est le cas. Le trou à combler a été d'un milliard et demi en 1979 et d'un milliard de francs en 1980. Ce parapluie à toute épreuve pour les exportateurs, ce sont les derniers publics qui le financent. C'est à dire vous et moi.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Malgré la crise ils ont de l'argent pour fabriquer des armes

LES journaux, la radio, la télé ont fait une large place à l'annonce faite par Reagan que les USA fabriqueraient en série des bombes à neutrons et les stockeraient sur leur territoire. Et on ne nous a fait grâce d'aucun détail sur les caractéristiques et capacités des engins.

La bombe « N » serait une arme atomique tactique, c'est-à-dire uniquement destinée aux champs de bataille. Elle serait capable de tuer des soldats à l'intérieur des chars et éventuellement, mais éventuellement seulement, de tuer les habitants des villes sans ébranler les bâtiments. Vraiment le fin du fin ! Et tout le monde de discuter en termes de stratégie militaire pour vanter ou décrier les charmes de l'arme.

Le département d'Etat américain dit que la décision de produire la bombe « N » serait « une affaire intérieure américaine ». Mais comme on nous dit aussi que la bombe à neutrons serait surtout efficace contre les concentrations de blindés, on se demande par les chars de quels pays les USA craignent d'être envahis ? Par ceux du Canada, du Mexique, ou du Nicaragua ?

Bien sûr, les dirigeants de l'impérialisme américain, pas égoïstes, fabriqueraient et stockeraient les 2 500 bombes à neutrons prévues (initialement) pour en faire cadeau, un jour, à l'Europe, au cas où elle aurait à se défendre contre une concentration de blindés russes. Les chars russes pourraient alors être stoppés et les villes européennes pourraient être indemnes, à condition bien sûr de viser juste, et que les blindés ne soient pas dans les villes et attendent sagement les neutrons dans les campagnes supposées désertes bien sûr. Merci pour nous, merci pour l'Europe ! Russes ou neutrons, nous n'aurons sans doute même pas le loisir de choisir, si nous n'avons pas les deux à la fois.

Mais ces considérations prétendument stratégiques sont du bavardage anesthésique. En fait, Reagan a décidé le réarmement à outrance et tout azimut et pas pour des raisons stratégiques.

Les USA fabriqueront encore plus de missiles, de super-missiles et puis maintenant des bombes à neutrons, en attendant ce qui sera plus nouveau et n'est pas encore sorti.

Car ce qui n'est pas nouveau en tout cas, c'est cette politique-là. Dans la période de l'entre-deux guerres 1914-1918 et 1939-1945, déjà, les dirigeants des puissances impérialistes occidentales avaient choisi l'armement forcené. Parce que c'est cela leur solution à la crise économique.

Quand les gens n'ont plus assez d'argent pour acheter des biens utiles ; quand, de ce fait, les industriels réduisent ou arrêtent la production de ces biens, il reste un marché qui peut continuer à se développer quasiment sans limite : celui des armes. Parce que les gens en ont besoin ? Non. Mais parce que l'Etat, en pressurant toute la population, redistribue, par ce biais, l'argent aux industriels de l'armement.

Aux USA, la hausse du dollar fait que la production américaine, plus chère sur le marché mondial, se vend moins bien. L'Etat, par la poursuite accélérée de la production d'armement, va donc aider les industriels sur le dos des contribuables.

En France, les industriels qui exportent sont plutôt favorisés, momentanément, par le fait que le franc ne vaut pas cher. Mais l'Etat donne pourtant de l'argent, et en donnera toujours plus aux industriels, dont ceux de l'armement. Le président socialiste Mitterrand et son ministre de la Défense socialiste Hernu ont décidé d'offrir aux généraux des sous-marins nucléaires. Nous n'en sommes pas encore à la bombe à neutrons, mais c'est en cours. Les nouveaux dirigeants socialistes n'ont pas caché que s'ils n'ont pas encore décidé la fabrication de la bombe N, ils sont favorables à la poursuite des recherches sur la question. Et Hernu nous l'a dit : « les études de pointe continuent ». Alors il est aisé de prévoir que la fabrication de la bombe à neutrons française et socialiste sera décidée dès qu'on saura la fabriquer.

Et cela n'étonnera que les sots, que le réactionnaire Reagan et le socialiste Mitterrand mènent des politiques identiques. Ils sont au service des mêmes intérêts fondamentaux. Ils nous feront l'un et l'autre produire des sous-marins nucléaires ou des bombes à neutrons tant que les industriels et les militaires le réclameront.

Jusqu'au jour où les travailleurs supprimeront les armes et les guerres en supprimant le capitalisme à l'échelle mondiale, contre ses défenseurs de droite à la Reagan et ses valets de gauche à la Hernu et Mitterrand.

Arlette LAGUILLER

Le temps du gâchis

L'été 81 n'a pas failli à la règle. Avec le temps des récoltes est venu celui des flambées de colère paysanne.

Le printemps rose n'a pas modifié l'anarchie des échanges commerciaux de la société capitaliste. Et les producteurs de fruits ont encore vu, au début de l'été, les cours des produits s'effondrer, tandis que les viticulteurs risquaient de rester avec leur production sur les bras. En recourant, comme chaque année, aux manifestations, destructions de récoltes, attaques de camions voire de bateaux venant de l'étranger, ils ne s'en sont certes pas pris toujours aux vrais responsables. Car pendant que les paysans en France manifestaient contre les importations de fruits ou de vins étrangers, des paysans italiens, espagnols ou autres avaient sans doute les mêmes raisons de manifester contre l'importation dans leur pays de produits français. Mais leur protestation a fait apparaître quels gâchis et quelles aberrations le système capitaliste engendre.

Si en permanence, et pas seulement en été, la moitié du monde ne produit pas assez et connaît la misère, la malnutrition et la faim, pendant que l'autre moitié produit trop, gaspille et jette, ce n'est pas parce que la nature est mal faite. Et si chaque été, à la simple échelle des pays comme la France, des paysans restent avec leurs récoltes — c'est-à-dire leurs fruits, leurs tomates — sur les bras pendant que des ménagères se privent de tels produits parce qu'ils sont trop chers, ce n'est pas non plus parce que les uns et les autres manquent de bonne volonté.

En réalité, les producteurs de fruits et légumes comme les viticulteurs, comme les consommateurs d'ailleurs, sont victimes du même mal.

Cette maladie, c'est la santé d'une minorité. C'est la recherche du profit maximum pour la poignée de capitalistes qui ont la haute main sur les circuits de production. Capitalistes dont tout l'art consiste d'une part à payer les paysans aux plus bas prix, en faisant jouer la concurrence entre les producteurs à l'échelle nationale et internationale, et d'autre part à revendre ces mêmes produits aux plus hauts prix en les rendant inaccessibles à une grande partie de ceux qui, en France ou dans les autres pays, en auraient besoin.

Les tenants de ce système nous disent que ce mode de fonctionnement est le meilleur et le seul possible. C'est sans doute leur intérêt, soit. Mais il serait tout de même temps que les producteurs, ceux des villes et des campagnes, qui n'ont rien à gagner à ces gâchis écœurants en imposent un autre !

H.M.

Faudra voir rouge

On a paraît-il trinqué mercredi à Matignon entre représentants du gouvernement et des associations de viticulteurs, en l'honneur de la paix au moins retrouvée pour un moment.

Cette accalmie venant après d'autres accords avec des organisations de producteurs de fruits ont sans doute soulagé le gouvernement. Mais il faut bien reconnaître que ce ne sont pas les cordiales discussions mais les camions renversés, la cargaison d'un pinardier mise à mal et la menace des viticulteurs de durcir leur mouvement qui a stimulé l'imagination des dirigeants socialistes.

Les viticulteurs ne se sont pas laissé faire ; et ce qui était impossible — un certain nombre de garanties pour les viticulteurs — est devenu possible. Les solutions que le gouvernement ne trouvait pas il y a deux mois, il a bien dû les trouver devant la menace de voir l'agitation paysanne se durcir et gagner.

Les mesures décidées ne sont peut-être pas sans inconvénient. Elles se réaliseront peut-être sur le dos des producteurs italiens ou des consommateurs français. Mais elles montrent en tout cas que, comme son prédécesseur, le gouvernement de Mitterrand entend la voix de ceux qui protestent, de ceux qui paraissent épargnés par « l'état de grâce » sur lequel Mitterrand compte pour obtenir le calme social.

Décidément, cet « état de grâce » qui semble être le triste privilège des salariés n'a rien de bien mystérieux. Car si actuellement les travailleurs ne revendiquent pas davantage contre la baisse de leur niveau de vie, contre les licenciements, ce n'est pas parce qu'ils sont touchés d'une grâce quelconque. C'est avant tout parce que la crainte du chômage, la peur du lendemain freinent leur volonté d'exiger les changements espérés.

Et le gouvernement de Mitterrand qui a changé les formules mais pas les méthodes de ses prédécesseurs jouera autant qu'il le pourra sur la menace du chômage et le chantage à la ruine de l'économie pour continuer d'imposer des sacrifices aux travailleurs.

Mais il n'y a plus de raisons pour qu'il y ait un « état de grâce » pour les travailleurs que pour les agriculteurs ou les viticulteurs. Et si les travailleurs veulent éviter le coup de grâce, éviter de payer la crise, éviter qu'une déception de la population laborieuse ne se traduise un jour par un retour de la droite au pouvoir, il faudra qu'eux aussi, comme les viticulteurs, voient rouge.

H.M.

POLOGNE

KANIA MENACE, MAIS LES FORCES DE LA CLASSE OUVRIÈRE RESTENT INTACTES

Il semble que la situation actuelle de la Pologne soit des plus critiques. Face à l'augmentation du coût de la vie, aux nouvelles restrictions sur le ravitaillement, les travailleurs polonais ont montré une fois de plus, derrière leur syndicat Solidarité, leur union et leur capacité à se défendre au cours des manifestations et grèves de ces derniers jours. Ce ne sont pas eux qui gèrent l'économie de leur pays, même si ceux qui le font prétendent le faire en leur nom. Ils ne sont responsables ni de la crise économique mondiale, ni des difficultés spécifiques de la Pologne. Alors, ils estiment, et à juste titre, que ce n'est pas à eux de faire encore des sacrifices.

Face aux manifestations des travailleurs, le gouvernement, une fois de plus, vient de brandir la menace. « Le cours pris par les événements, si nous ne l'arrêtons pas, mènera inévitablement à une confrontation sanglante », **a déclaré Kania dans son discours devant le Comité Central du POUP le 11 août. Et ce qu'il brandit, ce n'est pas seulement la menace de la milice ou de l'armée polonaise, cela ne suffirait peut-être pas : c'est aussi la menace d'une intervention de l'armée soviétique. Comme chaque fois que la situation se tend en Pologne, les troupes du Pacte de Varsovie font des manœuvres et le maréchal soviétique Koulikov est en Pologne pour les diriger.**

S'agit-il là d'une menace en l'air ou d'une menace réelle ? Les dirigeants de Solidarité ont préféré ne pas prendre le risque de le vérifier. Le mercredi 12 août, ils ont demandé à la population de s'abstenir provisoirement de toute grève ou « marche de la faim ». Et nul ne saurait le leur reprocher.

Les dirigeants de Solidarité ont donc reculé. A tort ou à raison. Ils ont évité un affrontement dont la classe ouvrière ne serait peut-être pas sortie victorieuse. Par contre une chose est certaine, c'est que les dirigeants polonais n'en ont pas pour autant fini avec les problèmes que leur pose la classe ouvrière et sa détermination.

Et même si eux et les dirigeants russes qui les surveillent obtenaient ainsi un répit momentané, ils pourraient bien le payer cher plus tard. Car la situation actuelle ne peut qu'augmenter la rancœur et la détermination des travailleurs polonais. Le passé récent l'a montré. Les forces des travailleurs sont intactes, et ils pourraient bien s'en servir dans des circonstances qui leur soient plus favorables.

Olivier BELIN

Un pays touché aussi par la crise mondiale

Les difficultés économiques que rencontre aujourdhui la Pologne, et en particulier sa pénurie alimentaire, sont avant tout la conséquence directe de la crise économique mondiale, qui touche plus durement la Pologne que les pays plus industrialisés d'Europe, comme elle touche de façon générale en premier lieu et plus fort les pays les plus pauvres. Car la Pologne, même si elle s'est industrialisée ces trente dernières années, est dans une situation en partie analogue à celle des pays sous-développés qui ont essayé d'acquérir un certain développement national, mais n'ont pu le faire qu'au prix d'un endettement considérable, de la destruction de l'équilibre de leur agriculture traditionnelle, sans pour autant pouvoir atteindre le niveau qui leur permettrait d'être concurrentiels sur le marché mondial.

DÉPENDANCE ACCRUE VIS-A-VIS DE L'OCCIDENT

Au lendemain des émeutes de 1970, le nouveau gouvernement présidé par Gierek disait vouloir résoudre les difficultés économiques qui avaient conduit aux émeutes. Il s'était lancé dans un plan d'industrialisation accélérée du pays, et avait alors choisi de pratiquer une politique systématique d'ouverture à l'Ouest, y achetant des licences, voire des usines, y empruntant des capitaux.

Les principaux partenaires en étaient la RFA, l'Italie (notamment avec la construction en Pologne d'automobiles sous licence de la Fiat 126), les USA, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la France. Pour cette dernière, les trusts Creusot-Loire, Thomson, CIT-Alcatel, entre autres, ont obtenu de gros contrats.

Alors que la Pologne commerçait jusque-là presque exclusivement avec l'URSS et les autres pays du COMECOM, à partir de 1970 les échanges avec l'Occident augmentèrent vite, représentant en 1974 29,4 % des exportations totales de la Pologne et 25,8 % de ses importations, et en 1976 32 % de ses exportations et 48,9 % de ses importations.

Mais tout cela s'est traduit par un endettement de plus en plus lourd de la Pologne vis-à-vis des grandes puissances occidentales, sans pour autant que ses exportations en direction de l'Occident réussissent à assurer le remboursement progressif de la dette.

LES EFFETS DE LA CRISE

La crise économique qui sévit depuis ces dernières années a considérablement aggravé le déséquilibre de la balance commerciale polonaise. En premier lieu à cause de l'augmentation de la facture pétrolière : même si la Pologne n'achète qu'une partie de son pétrole sur le marché occidental (l'URSS lui fournit dans ce domaine 80 % de ses besoins — chiffre de l'année 1978), la hausse a accru son déficit en monnaie convertible, et s'est répercutée de plus sur les prix des produits manufacturés qu'elle importe. Quant au pétrole importé d'URSS, son prix a augmenté de 130 % en 1975..

En même temps qu'elle se traduisait par un renchérissement des importations, la crise entraînait un ralentissement des exportations polonaises vers l'Occident.

La Pologne a dès lors vu un accroissement rapide de son endettement : **« Engagée dans la spirale infernale des pays du Tiers-Monde, obligée de contracter de nouveaux emprunts pour assurer le remboursement de précédents, la Pologne s'est vu imposer des conditions de plus en plus sévères par ses créanciers »,** affirme **Le Monde Diplomatique** d'octobre 1980. Les créanciers exigent désormais de la Pologne de plus en plus de renseignements sur l'état de son économie, ou lient leurs nouveaux crédits à des projets industriels précis. D'autre part ils pénalisent désormais leurs prêts par une majoration du taux d'intérêt par rapport à leur taux de prêt habituel.

La dette extérieure de la Pologne est ainsi passée de 800 milliards de dollars en 1970 à 16,7 milliards fin 1978, 23 milliards fin 1980, et atteindrait actuellement, d'après **Le Monde** du 7 août dernier, 27 milliards.

LES DIFFICULTÉS AGRICOLES

Dans un pays qui, il y a peu de temps, était encore essentiellement agricole et traditionnellement exportateur des produits de son agriculture, l'industrialisation a entraîné, comme dans tous les pays sous-développés, une modification profonde de l'équilibre agricole : de 1950 à 1970, la population des villes est passée de 9,6 millions à 17, alors que la population rurale passait de 15 millions à 15,6. L'évolution est encore plus marquante quand on compte le pourcentage de personnes vivant de revenus non agricoles, qui est passé de 40,2 % en 1950 à 70 % en 1970 pour atteindre en 1978 76,9 %.

D'après les chiffres que donne l'article du **Monde Diplomatique** d'octobre 1980, ce drainage de la population ne s'est pas, ou tout au moins peu, traduit par une industrialisation de l'agriculture. Actuellement, 80 % des terres cultivées appartiendraient encore à de petits propriétaires privés. De plus, écrit ce journal, **« nombreux sont les propriétaires de petites exploitations qui doivent partager leur temps entre l'usine et la ferme... Une grande partie des petits propriétaires privés sont des personnes âgées d'au moins 55 ans ».** Quoi d'étonnant que le rendement par hectare dans l'agriculture privée ne se soit accru que de 10 % en moyenne, contre 25 % dans le secteur socialisé (fermes d'Etat et coopératives) au cours des dix dernières années, d'après la revue **Courrier des Pays de l'Est** de mars 1980.

En ce qui concerne l'élevage, la Pologne est devenue hautement dépendante de ses achats de céréales fourragères à l'étranger.

Jusqu'à ces toutes dernières années, le montant des exportations polonaises en produits agricoles dépassait ses importations dans ce domaine, et ses exportations agricoles, notamment de viandes et produits carnés (jambon, bacon) étaient avec le charbon, les principales sources de rentrées de devises. Mais depuis 1978 la balance commerciale agricole elle-même de la Pologne est devenue déficitaire : une suite de mauvaises récoltes (1975, 1977, 1979) a notamment obligé le gouvernement à compléter le déficit en céréales et en fourrage par des importations massives **« qui ont atteint en 1978 8 millions de tonnes, soit 40 % de la production polonaise de céréales »** (CPE mars 1980). **« L'entretien du cheptel »,** continue la même revue, pose en conséquence **« des problèmes d'approvisionnement surtout chez les petits agriculteurs et on n'a même pas pu éviter en 1976 et 1977 un abattage important de cheptel porcin ».** D'après **Courrier des Pays de l'Est,** d'avril 1981, la **« crainte de ne pas disposer de réserves suffisantes de fourrage au cours du premier trimestre 1981 a poussé les agriculteurs à réduire le cheptel de production : sa diminution est estimée à 7,5 %... ».**

C'est en particulier cette stagnation de l'élevage qui avait conduit en 1976 le gouvernement à décréter une brusque augmentation des prix des principaux produits alimentaires, dont la viande : des augmentations retirées aussitôt à la suite des grèves de protestation d'Ursus et Radom.

C'est le même problème qui a conduit le gouvernement à augmenter à nouveau le prix de la viande de 60 % en juillet 1980, déclenchant les grèves de ce mois-là, et qui crée aujourd'hui la pénurie dans les magasins et la diminution du rationnement.

Un an de lutte

1er et 2 juillet 1980 : grèves à Ursus et dans la région de Gdansk contre l'augmentation du prix de la viande.

14 août 1980 : début de la grève des 10 000 ouvriers des chantiers Lénine de Gdansk.

30 août 1980 : signature des accords de Gdansk. Le gouvernement polonais cède sur les 21 revendications présentées par le Comité de grève inter-entreprises de Gdansk : promesses d'amélioration du niveau de vie, reconnaissance des syndicats libres, du droit de grève, liberté d'expression...

5 septembre 1980 : Gierek, Premier secrétaire du Parti, démissionne « pour raisons de santé ». Il est remplacé par Kania.

3 octobre 1980 : succès du mot d'ordre de grève d'une heure lancé par **Solidarité** pour obliger le gouvernement à respecter les accords de Gdansk. Premier mouvement depuis les grèves d'août auquel appelle **Solidarité.**

10 novembre 1980 : les statuts du syndicat **Solidarité** sont enregistrés par la Cour Suprême de Varsovie. Reconnaissance légale de la liberté syndicale, du droit de grève, de la liberté d'expression.

Début décembre 1980 : bruits de bottes soviétiques aux frontières de la Pologne.

5 décembre 1980 : le risque d'une intervention russe s'éloigne. Les représentants du Pacte de Varsovie réunis à Moscou font confiance aux dirigeants polonais « pour surmonter la crise ».

16 décembre 1980 : inauguration à Gdansk du monument dédié aux victimes de la répression de 1970, qui réunit 300 000 personnes. Des représentants du gouvernement polonais y assistent.

1er février 1981 : le gouvernement polonais recule sur l'affaire des samedis libres devant une menace de grève : il accorde trois samedis libres par mois au lieu de deux.

21 février 1981 : reconnaissance d'un syndicat étudiant et de **Solidarité rurale.**

16 mars 1981 : début des manœuvres des troupes du Pacte de Varsovie en Pologne et dans les pays limitrophes. Elles se prolongeront jusqu'au début avril.

19 mars 1981 : violences policières contre des syndicalistes à la préfecture de Bydgoszcz. Grève générale prévue pour le 31 mars annulée après les discussions entre Walesa et le gouvernement.

Début avril 1981 : nouveau répit accordé par les dirigeants soviétiques. Fin des manœuvres du Pacte de Varsovie.

6 juin 1981 : envoi d'un ultimatum soviétique aux Polonais. Kania, s'appuyant sur le syndicat **Solidarité,** désavoue l'URSS. Il est réélu à la tête du Parti.

25 juin 1981 : nouvelles manœuvres militaires — soviéto-polonaises, celles-ci — en Silésie.

8 juillet 1981 : grève d'avertissement d'une heure des dockers contre les conditions de travail et les salaires.

14 juillet 1981 : ouverture du congrès du POUP. Les membres du Comité Central sont élus à bulletin secret. Kania est réélu.

22 juillet 1981 : annonce par le gouvernement d'une hausse des denrées alimentaires de base à partir du 1er août. Certains prix sont doublés, voire triplés.

25 juillet 1981 : première « marche de la faim ».

Contrôleurs du ciel :

L'épreuve de force contre Reagan

Les aiguilleurs en grève à l'aérodrome de Chicago. (AFP)

La grève des aiguilleurs du ciel américains continue à paralyser une bonne partie du trafic aérien des Etats-Unis. Car malgré les rodomontades des responsables de l'administration fédérale de l'aviation civile américaine, qui affirment que le trafic serait assuré à plus des trois quarts, et prétendent de plus que sur le plan de la sécurité « jamais il n'a été aussi sûr aux Etats-Unis », **les attentes se prolongent tant dans les aéroports américains que dans ceux d'Europe où des Américains campent en attendant un vol à destination des USA. Par exemple, mardi 1er août, 80 % des vols transatlantiques avaient été annulés du fait surtout du boycott opéré par les contrôleurs du ciel canadiens, sans lesquels la traversée par la voie de l'Atlantique nord pour un vol commercial ne peut avoir lieu.**

L'arrêt du boycott des contrôleurs du ciel canadiens, menacés de sanction par leur gouvernement, aurait facilité une reprise de trafic ; mais ce sont les contrôleurs du ciel espagnols qui, mardi 11 août, se sont mis à boycotter les vols à destination ou provenant des USA, et ceux du Portugal qui menacent de boycotter à leur tour à partir de samedi prochain (ce qui bloquerait cette fois le trafic par la voie de l'Atlantique sud). Les Japonais et les Irlandais aussi ont manifesté à plusieurs reprises leur solidarité aux aiguilleurs du ciel américains.

Mais pour l'instant Reagan continue à jouer la fermeté : prenant prétexte que le droit de grève est interdit pour les fonctionnaires fédéraux, les autorités américaines ont annoncé le licenciement de 12 000 des contrôleurs du ciel grévistes (sur les 17 000 qu'ils sont en tout). Un certain nombre de dirigeants syndicaux ont même été arrêtés, et traînés pieds et poings liés en prison, comme les pires des malfaiteurs, et des amendes très fortes sont infligées au syndicat des aiguilleurs, le PATCO.

Mais dans cette épreuve de force qui les oppose au gouvernement américain, les aiguilleurs du ciel ont un atout considérable : il est impossible de les remplacer dans de cours délais.

Certes, pour l'instant les grandes compagnies d'aviation américaines affirment leur parfait accord avec la décision de licenciement prise par le gouvernement, bien qu'elles estiment en tout à 30 millions de dollars par jour le manque à gagner causé par cette grève. Et la presse se fait l'écho de l'hypothèse selon laquelle une réduction forcée pendant assez longtemps du trafic aérien arrangerait peut-être les compagnies en leur donnant un prétexte pour réduire leur nombre de vols en éliminant des vols non rentables et en augmentant le taux de remplissage des avions par des regroupements de vols : cela pourrait leur permettre éventuellement, écrit par exemple le journal Les Echos **du 13 août,** « de diminuer leurs effectifs sans être tenus directement responsables ».

Mais il est peu probable que toutes les compagnies aient de ce point de vue le même intérêt. Et surtout le maintien du licenciement des 12 000 contrôleurs perturberait pour au moins un an, le temps minimum de formation de nouveaux contrôleurs, le trafic aérien des USA et dans des proportions considérables, bien plus qu'une seule réduction de 25 % de trafic comme prétend le gouvernement. Il affirme en effet qu'il serait à même d'assurer le trafic à 75 % avec le personnel dont il dispose actuellement, mais ce personnel, ce sont seulement les aiguilleurs du ciel militaires, 700 personnes environ, et les non-grévistes. Pour remplacer 12 000 personnes, cela fait fort peu !

C'est pourquoi, malgré le langage de fermeté que Reagan tient dans cette affaire, un langage qui ne peut que séduire son électorat le plus réactionnaire, il est bien possible qu'il soit prochainement amené à reculer devant les contrôleurs aériens que même la menace de licenciement n'a pas réussi à intimider.

Mariane LAMIRAL

Le ministre français solidaire, mais de qui ?

Le dimanche 9 août, plusieurs syndicats et une organisation professionnelle de contrôleurs aériens (SNCTA, CFDT, APCA) appelaient à boycotter les avions à destination des Etats-Unis.

Avec la grève des aiguilleurs du ciel américains, les risques d'accident étaient en effet importants. En même temps, cet appel était pour les contrôleurs en France l'occasion de manifester leur solidarité avec leurs collègues.

Cette action a abouti à des annulations de vols. Certaines compagnies choisissaient de contourner le boycott en annonçant comme destination le Canada, pour se diriger vers les Etats-Unis une fois à proximité...

Le ministère des Transports a, le jour même, organisé une réunion avec les syndicats. Un conseiller du ministre Fiterman les a assurés que la sécurité au-dessus des Etats-Unis était respectée et qu'il le tenait de bonne source... c'est-à-dire de l'administration américaine. Comme quoi on peut être conseiller d'un ministre communiste et croire l'administration des Etats-Unis plutôt que les aiguilleurs du ciel.

Après quoi un communiqué du ministère informait de la fin du boycott avec la caution des syndicats. Le lendemain, ceux-ci annonçaient une action dans le futur sans entrer dans le détail. La CGT préconisant dès maintenant, par contre... d'envoyer des télégrammes à l'ambassade des Etats-Unis.

De quoi faire comprendre à Reagan l'utilité des ministres communistes au gouvernement.

Correspondant LO

Le pacte ne fait pas l'emploi

Les décrets d'application des mesures prises par le gouvernement Mauroy pour renouveler — car c'est de cela qu'il s'agit — le fameux « Pacte pour l'emploi des jeunes » de Giscard viennent de paraître au **Journal officiel.**

C'est une prolongation pure et simple de ce qui existait avant, à quelques détails près. La durée d'embauche des jeunes passe désormais à 12 mois au lieu de 6 et la priorité sera donnée aux moins de 26 ans, en particulier aux femmes. Ce n'est pas cela qui va garantir un emploi durable aux jeunes chômeurs !

Par contre, un autre détail réconfortera sûrement les employeurs : ils auront la possibilité de cumuler une prime de 5 000 francs, soit avec le contrat emploi-formation, soit avec l'exonération de la moitié des cotisations patronales à la Sécurité sociale.

Depuis la création du premier en 1977, les Pactes nationaux pour l'emploi n'ont abouti à la création d'aucun vrai emploi (c'est même une enquête ordonnée par Barre en 1979 qui l'a dit). Ils ont, tout au plus, permis de retarder de quelques mois la comptabilisation des chômeurs, puisqu'ils étaient « en stage », sous-payés et sans garantie d'avoir un emploi à la sortie.

Par contre, ils ont été efficaces et utiles pour les patrons qui se sont vu doter à intervalles réguliers, d'une main-d'œuvre quasiment gratuite, envers laquelle ils n'avaient aucune obligation d'embauche.

Et c'est la reconduction de ce leurre pour les jeunes et de ces milliards en cadeau aux employeurs que vient de mettre en application le nouveau gouvernement. « Nouveau » ?

Le dépotoir atomique du pacifique

Le gouvernement des îles Fidgi et les habitants de la région de l'île de Guam se sont élevés contre le projet japonnais de couler, dès cette année, 10 000 fûts métalliques remplis de déchets radioactifs, par 4 500 mètres de fond, au nord de l'île.

Il faut dire que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les îles et atolls du Pacifique ont servi de terrain privilégié à l'expérimentation des armes nucléaires, depuis l'explosion américaine de Bikini, jusqu'à la française de Mururoa. Et que ces explosions ont eu pour conséquences la contamination de zones entières (comme l'île de Runit, rendue inhabitable pour les 25 000 ans à venir), ou des accidents, tenus d'ailleurs généralement secrets. (En 1980, seulement, le gouvernement américain a reconnu que les habitants des régions proches de Bikini, contaminés en 1954, étaient atteints de tumeurs cancéreuses).

On comprend que les habitants des régions concernées, cette fois, par des containers atomiques, soient actifs pour ne pas devenir radioactifs.

Y'a de l'eau dans le gaz, du mazout dans l'pinard, du Creysson dans l'potage.

Corse : quelques fonctionnaires de plus...

Defferre a donc présenté son projet de statut particulier pour la Corse. Une assemblée régionale devrait être élue au suffrage universel. Cette assemblée pourrait faire des propositions au Parlement. La langue corse serait enseignée dans les établissements scolaires. Un office audiovisuel, une agence foncière y seraient institués ainsi que... une agence régionale pour l'emploi.

Les notables corses ont fait plutôt bon accueil aux idées de Defferre, même ceux de droite, tel José Rossi, président des giscardiens de la Corse du Sud qui a déclaré : **« L'essentiel est de préparer la Corse à exercer les immenses responsabilités qui vont lui être confiées ».**

De leur côté, les mouvements autonomistes ont aussi réagi favorablement. L'Union du Peuple Corse, entre autres, qui par la voix de Siméoni, estime que le projet est **« une brèche terrible dans laquelle la démocratie doit s'engouffrer ».**

Ainsi, certains voient déjà se profiler les fauteuils des postes, électifs ou non, que les nouvelles structures leur offriront probablement.

Gaston Defferre présentant son projet de loi à Ajaccio le 6 août. (AFP)

On peut aisément imaginer, par contre, que cette réforme n'apportera rien aux classes populaires de l'île, qu'elle ne remédiera en rien au **« sous-développement économique, social, universitaire, routier, portuaire »...** à **« la dégradation de l'économie insulaire, les difficultés insurmontables de la vie quotidienne qui ont mis les Corses dans l'obligation de s'expatrier massivement ».** C'est Bastien Leccia lui-même, délégué pour les affaires corses auprès de Defferre, qui décrit en ces termes la situation actuelle.

Il y aura donc peut-être partage et répartition différente de quelques pouvoirs, mais pas de crédits supplémentaires. Et probablement d'ailleurs moins de crédits aujourd'hui qu'hier, du fait de la crise générale.

M.B.

Ministre de l'impérialisme français

Henri Emmanuelli, le nouveau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, s'est rendu, au début de la semaine, en Nouvelle-Calédonie.

Le plus grand parti indépendantiste de la Mélanésie, l'Union Calédonienne, avait soutenu François Mitterrand lors de l'élection présidentielle. Mais ce soutien électoral ne signifie aucunement pour ce parti, majoritaire dans la population canaque, l'abandon de sa revendication essentielle : l'indépendance. Et le secrétaire d'Etat n'a pu l'ignorer quand, par exemple dans une des îles, le maire, membre du Parti de Libération Canaque Socialiste, s'est refusé à le recevoir et que le conseiller territorial l'a accueilli par les mots : **« Monsieur le ministre, enlevez ce drapeau bleu, blanc, rouge qui cache notre soleil ».**

Devant ces manifestations qui se sont répétées durant son périple, le secrétaire d'Etat n'a su que sortir le mouchoir, évoquer des « illégalités » et des « injustices » dont il avait été témoin durant sa visite. Alors, bien sûr, il a parlé d'une « situation coloniale » en Nouvelle-Calédonie. Mais ce qu'il se propose de faire, c'est : **« modifier en profondeur la réalité économique et sociale, qu'il s'agisse du système de production ou des problèmes agraires »** et que tout cela passe par les **« réorientations de l'aide de la métropole ».**

Mais sur le fond, sur la revendication de l'indépendance politique, il s'est bien gardé de même seulement aborder le problème.

SAC d'embrouille

L'affaire de la tuerie d'Auriol avait au départ l'allure d'être rapidement dans le sac. Aujourd'hui, de plus en plus, cela tourne à l'embrouille. En fait, tout a l'air de se passer comme si on cherchait comment terminer cette affaire en traînant une demi-douzaine ou une douzaine de comparses devant les tribunaux, mais en n'allant pas trop chercher du côté de la police, du SDEC, de l'appareil d'Etat tout entier et peut-être même des Affaires étrangères du côté de l'Afrique.

Car Mitterrand connaît aussi bien la raison d'Etat que Giscard.

En tout cas, cela justifie peut-être la protestation du Syndicat de la Magistrature qui trouve étonnante la nomination comme juge d'instruction de Mme Llaurens-Guérin. Selon ce syndicat, celle-ci n'aurait normalement pas dû être nommée puisque le juge qui était de permanence le jour où l'affaire a éclaté était une autre juge... qui, elle, est membre du Syndicat de la Magistrature. Quant à Mme Llaurens-Guérin, elle était devenue membre de l'autre syndicat, beaucoup plus respectable, depuis justement son dernier avancement.

Le juge chargé de l'instruction, Mme Llaurens-Guérin. (AFP)

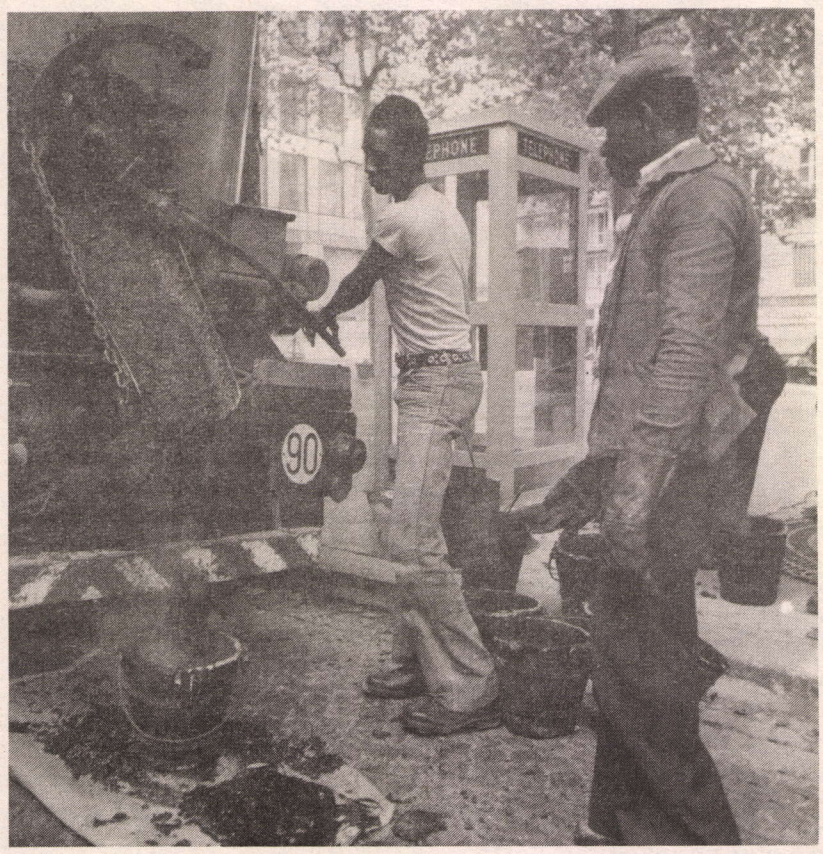
Alors, le nouveau ministre de la Justice utiliserait-il les mêmes procédés que son prédécesseur ?

Un ministre dit blanc, l'autre dit noir :

ils ne sont pas racistes !

La reconnaissance du droit de vote aux immigrés, une des 110 propositions de Mitterrand, pourrait bien rester un « objectif » du nouveau gouvernement, comme le service militaire à six mois est devenu un « objectif » ! En tout cas, après les propos de Claude Cheysson, qui avait affirmé à Alger qu'un projet gouvernemental envisagerait de permettre aux immigrés de participer aux élections municipales, le secrétaire d'Etat aux Immigrés, François Autain, après avoir semblé moins catégorique, affirme que ce projet ne verra pas le jour avant les élections municipales de 1983.

Au sein de l'opposition de droite, cela avait été un tollé. On crie ouvertement au scandale. Mais au sein de la majorité, la proposition ne semble pas avoir fait l'unanimité non plus. Le Parti Communiste, apparemment, n'ose pas dire qu'il n'est guère enthousiaste. Mais certains socialistes ne semblent pas l'être non plus.



Les hommes politiques de droite sont les plus farouchement et ouvertement contre. « Prurit réformiste » s'écrie l'éditorialiste du Figaro ! Et les mauvais arguments pleuvent.

Pour accorder le droit de voter aux immigrés, même pour les seules élections municipales, disent-ils, il faudrait modifier la Constitution. Crime de lèse-majesté ! Ce ne serait pourtant pas la première fois que cela arriverait dans l'histoire des institutions de la bourgeoisie. Et cet obstacle n'est nullement insurmontable quand les intérêts des possédants sont en jeu.

D'autres s'élèvent contre le fait que, puisque les conseillers municipaux élisent ceux qui ensuite élisent les sénateurs, on verrait donc des immigrés mêlés à la désignation de la digne assemblée politique qu'est le Sénat ! Impensable encore ! Rappelons pourtant que la bourgeoisie s'est protégée des vagues : ces hauts personnages sont élus par un prudent scrutin à trois degrés, et même la volonté de la population laborieuse bien française ne passe pas la rampe ! Ou si peu !

Mais qu'importe ! Ceux qui sont hostiles à l'idée de voir les travailleurs immigrés voter sont prêts à s'alarmer de tout.

D'autres encore s'inquiètent de ce que la reconnaissance du droit de vote est la porte ouverte au droit de se présenter aux élections, et d'être élu.

Mais enfin, pourquoi pas ? Pourquoi des immigrés ne pourraient-ils pas être aussi des représentants des travailleurs dans les conseils municipaux ou même au Parlement ?

En tout cas, ce serait tout de même normal que les immigrés, qui sont dans leur grande majorité des travailleurs, qui produisent une grande part des richesses du pays, qui alimentent les caisses de l'Etat et des municipalités par leurs impôts — car là, tout le monde est égal ! —, aient voix au chapitre, non seulement dans les élections municipales mais aussi dans les élections législatives ou présidentielles.

Pour nous, en tout cas, ils ont une activité autrement plus digne, qui justifie autrement plus de droits politiques, que ceux qui nous exploitent ou vivent d'une retraite de l'armée ou de la gendarmerie ! Les immigrés travaillent ici, dans ce pays. Alors oui, comme tous les autres travailleurs, ils devraient bénéficier, s'ils le veulent, des mêmes droits politiques. Ils devraient pouvoir, eux aussi, décider qui gouverne ou du moins dire par le bulletin de vote ce qu'ils pensent de ceux qui gouvernent. Et s'il est vrai, comme le disent certains dirigeants socialistes aujourd'hui, que le droit de vote n'est pas le seul dont soient privés les immigrés, ni peut-être l'essentiel, cela ne doit pas être une excuse pour remettre à plus tard une réforme pourtant timide.

Alors, entre un ministre qui dit blanc un jour, et un autre qui dit noir le lendemain, les immigrés voteront-ils un jour aux élections municipales ? Les gouvernants socialistes finiront-ils par passer outre à tous ceux qui sont opposés à la mesure et se recrutent même au sein de la gauche ?

Nous ne le savons pas. Mais à travers ces petits pas en avant suivis de petits retours en arrière, les dirigeants du Parti Socialiste montrent leur hésitation à accorder à la fraction immigrée de la classe ouvrière un droit de vote pourtant très limité. Ils montrent du même coup qu'ils sont les tenants d'une démocratie prudente, sage, codifiée et taillée sur mesure pour les possédants.

Henriette MAUTHEY

Vos papiers !

La situation des immigrés sans papiers entrés en France avant 1981 va paraît-il être régularisée... à condition qu'ils présentent aux autorités la preuve qu'ils ont du travail.

Mais la quasi-totalité des immigrés dans ce cas-là travaillent au noir chez des employeurs qui les payent de la main à la main et ne veulent rien savoir pour déclarer qu'ils les emploient. Autrement dit, pour leur faire leurs papiers, il faudra qu'ils présentent un papier qu'ils ne peuvent pas avoir. Vive le changement !

Alors, c'est quoi la décision du gouvernement ? Du vent ? Du bla-bla ? En fait la mesure servira à prétendre que les immigrés qui, dans un mois ou deux, ne seront pas en règle, ce sera de leur faute car avec le bon gouvernement qu'on a, c'est vraiment qu'ils y auront mis du leur.

Si l'on veut vraiment faire quelque chose. il faut régulariser la situation de tous, même de ceux qui ne peuvent pas prouver qu'ils ont un emploi. Ou alors si l'on veut des attestations, il faudra d'abord aller les exiger des patrons, quitte à mettre sur leur dos les flics qui ne savent plus très bien quoi faire depuis quelques temps puisqu'ils ne peuvent plus paraît-il aller s'en prendre aux immigrés ou aux manifestants.

Mais on serait bien capable de nous dire qu'importuner ainsi les industriels risquerait de compromettre la reprise économique !

Travailleurs immigrés sans papiers manifestant à Paris le 1er mai 1980.

La moindre des choses

Le gouvernement parle aujourd'hui d'un projet de réforme concernant le droit d'association pour les immigrés. Et cette discussion vient rappeler que, dans ce pays, les étrangers font l'objet d'une discrimination en ce domaine.

En effet, alors qu'au titre de la loi de 1901, les **« associations françaises peuvent se former librement et sans autorisation ni déclaration préalables »,** les associations étrangères sont l'objet de différentes mesures restrictives. Déjà la loi de 1901 prévoyait la possibilité de les dissoudre dans certains cas. En 1939, le gouvernement Daladier a strictement réglementé leur droit à l'existence. Toutes les associations **« dirigées en fait par des étrangers »,** ou possédant un quart d'étrangers parmi leurs membres furent, à partir de cette date, soumises à une autorisation qui devait être périodiquement renouvelée. Les préfets avaient — et ont toujours — le droit d'exiger tout renseignement les concernant, et elles peuvent être dissoutes à tout moment par simple décret.

Il semble qu'il y ait actuellement peu d'associations de ce type dont la reconnaissance soit refusée et la réforme dont parle aujourd'hui le Parti Socialiste est certes fort limitée et plus symbolique qu'autre chose. Mais un petit coup de balai dans le vieil arsenal de ces lois discriminatoires serait quand même la moindre des choses.

Quelques chiffres

4 147 978 personnes. C'était, au début de l'année 1981, le nombre d'étrangers en France, toutes nationalités confondues. 2 080 236 sont des hommes, 1 152 758 des femmes, et l'on compte quelque 900 000 enfants de moins de 16 ans. Ils constituent donc environ 8 % de la totalité de la population de ce pays, plus 10 % de la population active. Et ils occupent une place déterminante dans la production industrielle, puisqu'ils constituaient, d'après les chiffres de 1976, plus du tiers des ouvriers du Bâtiment, 20 % des travailleurs de l'Automobile, 15 % des travailleurs des Mines, du Caoutchouc ou des Textiles artificiels et synthétiques.

Considérer ces travailleurs comme membres à part entière de la société de ce pays n'est vraiment que justice.

Le nouveau gouvernement et ceux qu'il voudrait satisfaire

Si quelque chose est nouveau, depuis trois mois, c'est le soin mis par les nouveaux dirigeants socialistes à tenter de plaire à leurs supporters intellectuels, à la petite bourgoisie de gauche au sens large.

Pour flatter les « sensibili-ès » — comme on dit — pro-res à ce milieu, l'aversion our le nucléaire, le centra-sme d'Etat, la peine de mort t les prisons, les nouveaux irigeants ont pris ou nnoncé un certain nombre e mesures.

Les travaux sur les sites de uelques centrales nucléai-s ont été suspendus et la our de Sûreté de l'Etat sup-rimée. La peine de mort era certainement abolie et s prisons se vident un peu. ous certaines conditions, s radios libres sont presque ssurées d'une future légalisa-on. Et Defferre parle d'une écentralisation à laquelle ersonne ne compend grand hose mais qui permet — le ystère restant entier — de ourrir des espoirs.

Pourtant, manque de nance pour Mitterrand et les ouveaux gouvernants socia-stes, les mesures en ques-on semblent faire plus de écontents que de satis-its... dans les rangs mêmes e ceux à qui on voulait aire.

Le plus spectaculaire, en matière, est la réaction des ilieux écologistes. C'est ontre une de leurs manifes-tions, à laquelle participait rice Lalonde, que le nou-eau gouvernement a renné, à Cherbourg, ses remières grenades lacrymo-ènes.

Bien sûr, il y a des ratés. es domaines où malgré les olontés ou velleités de libéraliser, gouvernement n'a pas cédé. u plus exactement, où il a édé aux adversaires de oute libéralisation.

Sur la question de la réduc-on du service militaire à six ois, les responsables ocialistes ont battu en traite devant la hiérarchie e l'armée. Sur la question u droit de vote aux immi-rés, pour les seules élec-ons municipales pourtant, ous ne semblent pas accord au Parti Socialiste.

Les nouveaux gouvernants nt des difficultés. C'est déniable. Mitterrand et les ocialistes ont-ils promis considérément durant la mpagne électorale croyant u'ils n'avaient aucune nance d'être élus ? Ou cer-ins de leurs électeurs, ompts à prendre leurs ésirs pour la réalité, et leurs usions dans la gauche formiste pour le socialisme ja réalisé, ont-ils cru enten-e ce qu'ils avaient envie entendre ?

L'intention compte pourtant. Par-delà les hésitations, les reculs, les nouveaux dirigeants socialistes voudraient, puisque cela ne lèse pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, satisfaire certains espoirs que la petite bourgeoisie intellectuelle a mis en eux. Ils le tentent du moins. Et il y a des raisons à cela.

Mitterrand, pour diriger les affaires du pays, s'appuie sur des ministres socialistes, des députés socialistes, des militants, sympathisants socialistes qui ne sont pas ceux de l'époque de la IVe République. Ceux qui ont adhéré, pris des responsabilités au Parti Socialiste ces dernières années — et c'est le cas de beaucoup — sont peut-être venus à un parti « dans le vent », qui avait des chances de gagner une majorité électorale. Mais pas à un parti gouvernemental comme la vieille SFIO des années 1950-1960, pas à un parti rôdé à la répression coloniale, à la répression anti-ouvrière, rôdé à l'exercice du pouvoir pour la bourgeoisie.

Il y a bien sûr, à la tête du PS et aux postes-clés de l'appareil étatique, des Mitterrand, Defferre, Mauroy et quelques autres qui sont des hommes de métier, de confiance sinon d'expérience, au service de la classe dominante. Mais il y en a bien d'autres — tous les « profs barbus » devenus députés, comme dit le Nouvel Observateur — qui ne mesurent probablement pas très bien quelle tâche sera la leur. Et il est possible que Mitterrand ait plus de problèmes avec ceux-là qu'il ne peut en avoir avec les députés ou ministres communistes.

Car tous ces supporters, intellectuels ou assimilés, du Parti Socialiste, qui assument des responsabilités à différents niveaux, sont parfois des anciens de mai 68, même quand ils sont passés ensuite par l'ENA ! Certains ont dansé, le soir du 26 avril, place de la Bastille, sur l'air de « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ». Quels combats voudront-ils mener ?

Et plus largement, il y en a d'autres aussi, les écologistes, les agriculteurs, qui, s'ils sont vraiment en colère et que leurs intérêts particuliers leur semblent profondément lésés, peuvent devenir totalement sourds, demain, aux exhortations du gouvernement à être raisonnables, à tenir compte de l'intérêt national...

Anti-nucléaires occupant la sous-préfecture de Cherbourg le 7 août : il ne leur a pas fallu longtemps pour voir ce que valent les promesses électorales. (AFP)

Pour le moment, tant que c'est possible et dans la mesure où c'est possible, Mitterrand préfère ne pas prendre ses barbus et les autres à rebrousse-poil. Il aimerait bien leur donner quelques satisfactions. C'est pour eux qu'il tente quelques gestes.

Et même si les initiatives n'ont qu'un succès mitigé ; même si les nouveaux gouvernants récoltent les protestations, voire les manifestations, là où ils pensaient gagner l'adhésion, c'est quand même cette politique à l'égard d'un milieu bien particulier, le milieu des socialistes eux-mêmes au sens large, qui donne à la vie politique son caractère un tantinet nouveau.

Alors, c'est le début de quelques mesures libérales, de ces mesures dites « qualitatives » parce qu'elles n'exigent pas quantité de crédits pour être satisfaites. Les ministres causent, consultent, projettent... Mais derrière cette fumée, sur les problèmes importants de l'heure, l'inflation et le chômage, qui concernent les travailleurs et les plus pauvres, le gouvernement n'a pas de politique. Du moins pas d'autre politique que celle des gouvernements de droite qui l'ont précédé.

Les supporters intellectuels de Mitterrand et Mauroy ont droit à quelques petits cadeaux, quelques promesses. Les travailleurs, eux prennent de plein fouet les hausses dont le gouvernement donne l'exemple, et l'augmentation, toujours, du nombre des chômeurs. Les travailleurs et les petites gens n'ont strictement rien obtenu du nouveau gouvernement, si ce n'est une augmentation du SMIC, des allocations familiales et du minimum vieillesse déjà rognée par les hausses.

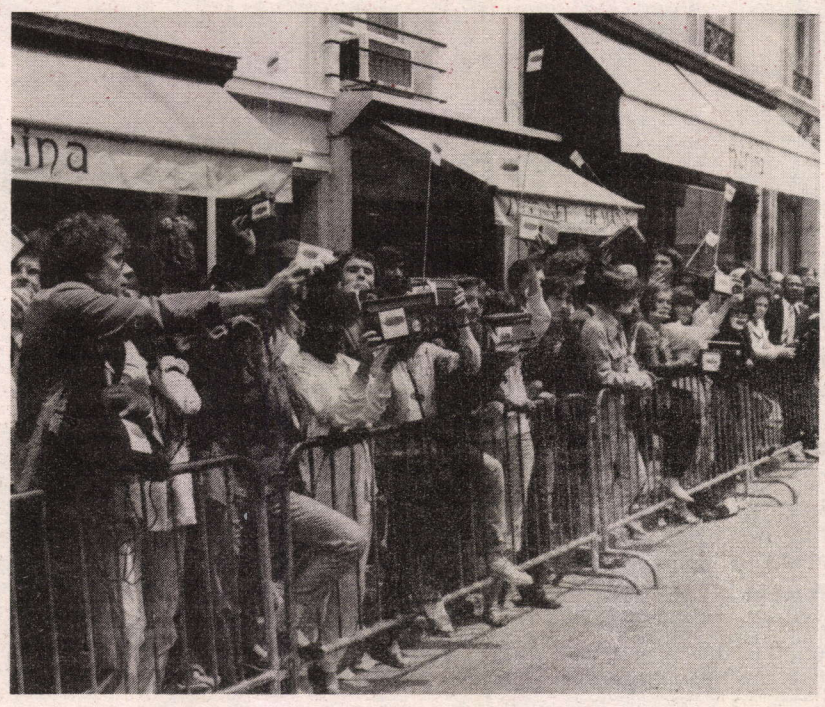
C'est pourtant encore l'« état de grâce » dont se flattait Mitterrand.

Reste à savoir de quoi est fait l'état en question. Reste à savoir si les travailleurs attendent, patientent, parce qu'ils ont des illusions sur la volonté ou la capacité de Mitterrand à satisfaire leurs revendications importantes. Ou si la « grâce » momentanée reste encore à ce dernier parce que la crise, le chômage, pèsent très lourd et continuent à engendrer pour l'heure la résignation, voire une certaine démoralisation. Et c'est cela qui donne quelques délais au gouvernement. Il le sait d'ailleurs, et spécule, comme celui de Barre précédemment, sur cette situation économique difficile.

Quoi qu'il en soit, même trois mois de gouvernement socialiste suffisent à prouver que les travailleurs n'ont rien à attendre de Mitterrand et Mauroy. Même pas de démagogie ! Les dirigeants syndicalistes, Edmond Maire en particulier, gagneront probablement le « droit de négocier » qu'ils réclament ; quelques postes ou places dans de nouveaux organismes de concertation. Mais pour les travailleurs du rang, rien. Et peut-être certains députés socialistes — comme les travailleurs licenciés de la COGECO à Joué-les-Tours en ont déjà fait l'expérience — ou autres personnalités du PS pousseront-ils le cynisme jusqu'à expliquer aux travailleurs que s'ils veulent quelque chose, il leur faut lutter, qu'on n'a jamais rien sans lutte.

Merci du conseil ! Il faudra en effet que la classe ouvrière se décide à une lutte d'ensemble contre la patronat, c'est sûr, pour imposer un autre partage des bénéfices et des sacrifices. Mais cette lutte-là, elle se mènera aussi, alors, contre ceux qui, au gouvernement, malgré leur étiquette socialiste, défendent contre les travailleurs les intérêts fondamentaux des possédants.

Michelle VERDIER



Chez les partisans et les adversaires du nucléaire :

DES NOYAUX ACTIFS

Des manifestants assis pour empêcher la livraison de déchets nucléaires à l'usine de retraitement de La Hague, et des gardes mobiles les empoignant pour les déloger, les images de la télévision le mardi 4 août résumaient la situation délicate dans laquelle se trouvait le gouvernement français aux prises avec les écologistes.

La Hague est devenue un symbole. Depuis des années, la protestation s'amplifie contre cette usine de retraitement des déchets nucléaires de France et d'ailleurs. Les écologistes attendaient quelque chose du nouveau gouvernement socialiste. Plus en tout cas que ce qu'il a décidé le 30 juillet dernier : sur les quatorze projets de centrales nucléaires, le conseil des ministres autorise neuf d'entre eux à être achevés, et en « gèle » momentanément quatre autres, en attendant les discussions et décisions d'un prochain débat parlementaire sur la question.

Toujours est-il que, pour le moment, le gouvernement, qui croyait bien faire, mécontente tout le monde, sans satisfaire personne.

Des deux bords, partisans ou adversaires de l'utilisation industrielle du nucléaire, les protestations fusent.

Du côté des partisans, on a vu la CGT et le PCF par des manifestations, FO sur le mode verbal, défendre le programme nucléaire au nom de la défense de l'emploi et de l'indépendance nationale. CGT et PCF ont pris l'initiative de manifestations de travailleurs des chantiers de construction des sites « gelés » de Cattenom et de Golfech, et Henri Krasucki a même accusé d'obscurantisme les antinucléaires.

Quant aux profiteurs du nucléaire, à ceux qui empochent les dividendes, ils attendent sagement, et probablement sereinement.

Mais quoi d'étonnant à tout cela ? Un militant antinucléaire de la CFDT de Cherbourg dénonçait récemment Mitterrand qui aurait fait passer le respect des contrats d'affaires avant ses engagements devant les électeurs, dit-il.

Mais quels engagements ? Mitterrand s'était gardé de toute parole définitive, se contentant de dire que « le recours à l'énergie nucléaire était inéluctable tout en étant limité et contrôlé », **pour citer une interview au** Monde **du 8 août du ministre de l'Energie Edmond Hervé.**

Avouez que Mitterrand a toujours été prudent !

Guy FICHET

Piquet de grève devant les tranches 1 et 2 de la future centrale de Cattenom le 3 août dernier. (AFP)

Les écologistes après les incidents de Cherbourg

La semaine dernière, des incidents avaient eu lieu à Cherbourg lors du débarquement de déchets nucléaires du bateau le « Pacific Crane » en provenance du Japon et à destination de La Hague, la poubelle atomique du monde comme les écologistes appellent ce centre de retraitement des déchets nucléaires. Les écologistes de la région de Cherbourg rejoints par Brice Lalonde s'étaient couchés en travers des voies pour empêcher le dangereux chargement de quitter la ville. Les CRS comme au temps de Giscard étaient intervenus avec la même brutalité, matraquant et lançant des grenades lacrymogènes.

Pour protester contre ce comportement de la police qui montre d'une manière frappante que, gouvernement de gauche ou pas, elle reste la même, et aussi pour demander au gouvernement de s'expliquer sur l'avenir qu'il envisage pour La Hague, une centaine d'écologistes et de militants de la CFDT, de la FEN et d'une quinzaine d'organisations cherbourgeoises, occupaient la sous-préfecture de Cherbourg le 7 août dans la soirée. Ils exigeaient d'être reçus par le Premier ministre en personne et non par quelque vague membre de son cabinet. Finalement satisfaction leur a été donnée et Mauroy doit recevoir une délégation d'écologistes dans la semaine. Un responsable du CRILAN (comité régionale d'information et de lutte antinucléaire), l'une des organisations qui anime la lutte des écologistes de Cherbourg, nous donne son point de vue, publié ci-dessous. Il fait part, entre autres, des « désillusions » des membres de son mouvement à l'égard de Mitterrand et de son gouvernement... désillusions que nous ne partageons pas, évidemment, dans la mesure où, pour notre part, nous n'avons jamais nourri d'illusions.

« Des quantités énormes de déchets nucléaires seront stockées à La Hague. Elles ont d'ailleurs déjà commencé à l'être et en 1990, date à laquelle le retraitement pourra commencer de façon industrielle si l'extension de l'usine est maintenue, il y aura près de 10 000 tonnes de déchets à traiter. Or la capacité théorique des installations sera de 600 tonnes par an. Techniquement parlant, La Hague sera dans l'incapacité de retraiter tout ce qui aura été stocké.

Le transport et le stockage de tels produits sont en eux-mêmes dangereux et leur retraitement occasionnera aussi de graves dommages. C'est ainsi que les moules et les huîtres de la baie de Saint-Vaast-la-Hougue contiennent dès maintenant du plutonium en quantité mesurable. On le sait grâce aux études de la COGEMA (la filiale du CEA qui a le contrôle de La Hague) qui prétend que « contrôler la radioactivité, c'est la maîtriser ». **Dans ce but elle a recherché des indicateurs biologiques, c'est-à-dire des espèces qui concentrent le plutonium afin de contrôler l'importance des fuites. C'est ainsi que les techniciens de la COGEMA ont trouvé dans la baie de Saint-Vaast une espèce qui concentre 2 500 fois le plutonium, et qu'ils ont aussi mesuré ce que les coquillages de cette baie contenaient. Il est évident pour nous écologistes que le « contrôler, c'est maîtriser » est à l'inverse de ce qu'il faudrait faire. Au lieu de mesurer la pollution il faut la faire disparaître. Or avec une installation comme celle de La Hague, c'est impossible. Selon la COGEMA elle-même, on ne peut pas empêcher des fuites de l'ordre de 1 à 2 %. Sur de telles quantités de matériaux radioactifs, c'est énorme, et le pire c'est que, de l'aveu même du maire socialiste de Cherbourg, il n'y a aucun plan satisfaisant en cas d'accident majeur.**

Par rapport à la politique dure, tout-nucléaire intransigeant de Giscard, on aurait pu penser que le fait que des écologistes aient apporté leur pierre à la victoire de Mitterrand aurait permis d'infléchir sa politique. Par exemple, nous le CRILAN, avions appelé à ne pas voter Giscard et certains dirigeants écologistes parmi les plus connus de la région avaient en leur nom personnel mais à la demande de la Fédération du PS appelé publiquement à voter Mitterrand. D'ailleurs un certain nombre de camarades écologistes avaient voté Mitterrand dès le premier tour, victimes de ce qu'on a appelé l'effet Chirac. Il faut que Mitterrand nous considère comme une des composantes de sa majorité. Mais aujourd'hui, parmi les écologistes, c'est la désillusion. On espérait avoir quelque chose et on n'a rien eu. Mitterrand a bien joué. On s'y est laissé prendre. Il avait lui-même signé une pétition qui exigeait entre autre l'arrêt de la construction de la centrale nucléaire de Flamanville près de Cherbourg. Aujourd'hui cette centrale ne fait même pas partie de celles dont les travaux sont gelés. Le PS avait réclamé que la puissance de l'usine de La Hague ne soit pas augmentée et que les déchets étrangers ne soient plus retraités. Il n'en est plus question aujourd'hui. Oui, visiblement, les promesses de Mitterrand et du PS en matière de nucléaire ne sont pas tenues. Maintenant, on attend le débat qui doit avoir lieu à la rentrée sur l'énergie.

Avec Giscard les écologistes étaient en colère. S'il faut l'être avec Mitterrand, on le sera. Pour le moment, on attend le débat parlementaire ».

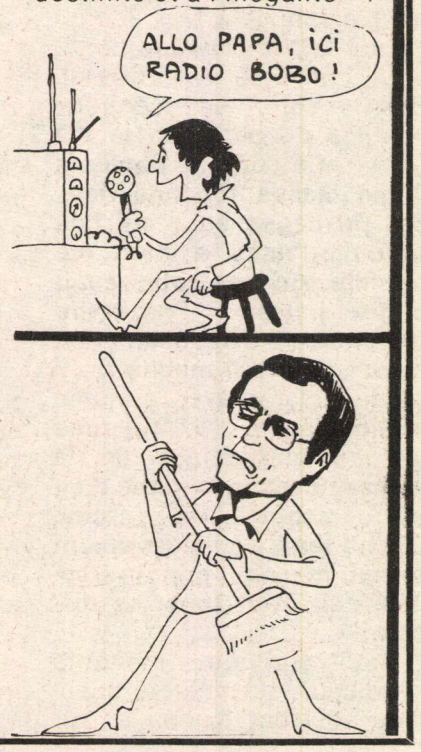
Comment satisfaire tout le monde... et son fils ?

Mitterrand, et avec lui le Parti Socialiste, laissaient entendre lors des élections qu'avec eux, les radios libres auraient droit de cité. Ce que *Le Monde* ***résumait ainsi :*** *« autorisation des radios libres pour lesquelles serait cependant établi un cahier des charges définissant des normes pour la publicité et l'accession à tous des ondes ».*

Mais maintenant au pouvoir, certains socialistes sont moins chauds. Fillioud, ministre de la Communication, voudrait interdire la publicité, limiter à 5 km de rayon la puissance d'émission, rendre révocable l'autorisation d'une radio. Rien n'est décidé. Mais on en parle.

Du coup, Fillioud se met tout le monde à dos : les adversaires des radios libres, bien sûr, qui crient à l'anarchie sur les ondes. Mais aussi les animateurs de radios libres qui ont cru aux promesses.

Jusqu'au propre fils du ministre, qui, avec les autres animateurs de sa radio, *« Gilda la Radiopolitaine », **déclare qu'elle est** « condamnée à disparaître ou à continuer à se battre comme elle l'a fait sous Giscard, avec les moyens qui sont propres à la clandestinité et à l'illégalité » !*



Le Parti Communiste et les viticulteurs :

DU ROUGE AU TRICOLORE

« Concurrence déloyale, vins douteux », **titrait** L'Humanité **du 12 août à propos des importations de vins italiens en France. Il s'agit de** « lutter pour le grand objectif de produire français, qui est une des conditions pour réduire le chômage et l'inflation », **expliquait également le quotidien du PCF du jour précédent.**

Lundi 10 août, un groupe de viticulteurs avait occupé, dans le port de Sète, un navire pinardier transportant du vin italien. Ils vidèrent une partie des cuves à la mer avant de dénaturer le reste du vin en y mettant du pétrole. Le même jour, à la gare de Sète, les viticulteurs vidaient sur le balast 10 000 hectolitres de vin en provenance d'Algérie.

Que les viticulteurs du midi, craignant de voir toute une partie de leur production invendue, ou rachetée par l'Etat à bas prix pour être détruite, n'aient pas trouvé d'autre moyen de se faire entendre, soit. Mais en se présentant par de tels gestes comme concurrents des producteurs de vins italiens ou algériens, les viticulteurs français se trompent d'ennemis. Les vrais responsables de leur situation sont les grosses compagnies qui s'occupent des achats et de la distribution du vin. Ce sont elles qui exploitent aussi bien les paysans français que les paysans italiens, algériens ou espagnols, en achetant ici ou là en fonction de ce qui leur rapporte le plus à elles.

Mais quelles que soient les revendications des viticulteurs, ces manifestations, malgré tout ont le mérite de dénoncer une situation. Les viticulteurs crient parce que ça leur fait mal et leur mobilisation, qui ne faiblit pas, est leur seul moyen de se donner quelques chances de voir leurs ressources garanties.

Mais la lutte des viticulteurs n'excuse pas la politique démagogique du PCF.

C'est dans l'aspect chauvin et illusoire des revendications que le Parti Communiste, avec sa défense de la piquette française, fait le plus volontiers de la surenchère raccoleuse. Et en particulier son « compagnon de route » viticulteur, Maffre Beaugée, élu au Parlement européen sur la liste du PCF, était là le lundi 10 sur le pinardier en provenance d'Italie. Ainsi que le maire communiste de Béziers.

Ironie du sort : on apprenait que la cargaison de vin italien que Maffre Beaugée et ses amis avaient détruite à Sète avait été commandée par les Comptoirs agricoles français, dont un des principaux actionnaires, via la société Interagra dont il est le PDG, est le dénommé Jean-Baptiste Doumeng, surnommé le « milliardaire rouge » car il est...membre du PCF ! Pas de pot pour le PCF !

Cela dit, le lendemain même des manifestations à Sète, on pouvait juger l'aspect démagogique et à courte vue de la politique du « produisons français » et « buvons français » du PCF. Devant cette nouvelle destruction de vins italiens, les autorités italiennes annonçaient que si les exportations de vin italiens étaient bloquées, elles bloqueraient à leur tour les importations de fromages ou d'autres produits agricoles venant de France. Tu ne veux plus de mon vin, garde ton camembert ! Le PCF prétend que pour résoudre la crise il suffirait de ne plus acheter ni vins, ni automobiles, ni charbon ailleurs. Encore faudrait-il qu'outre-Rhin, outre-Alpes ou outre-Pyrénées... personne n'ait le culot d'avoir une idée symétrique.

Claude DENIS

Les viticulteurs à l'abordage du pinardier le 10 août à Sète. (Photo Pascal Parrot/Sygma)

• Comment le PCF justifie sa présence au gouvernement

Lors de la dernière session parlementaire, le PCF avait fait insérer dans le projet de loi d'amnistie un texte permettant aux militants syndicaux victimes de sanctions ou de licenciements de demander l'annulation de ces sanctions et leur réintégration dans l'entreprise.

Depuis le vote de cette loi, le PCF et la CGT ne cessent de crier victoire. **« Un sérieux coup d'éponge »,** titre l'éditorial de **la Vie Ouvrière** du 12 août consacré à cette loi. Commentant les réactions hostiles du patronat, la **VO** écrit : **« Ces cris de douleurs d'une classe touchée dans ses privilèges attestent que la cible visée a bien été atteinte : un rude coup venait d'être porté à l'arbitraire patronal ».** Et Krasucki, interviewé dans **l'Humanité** du 7 août, déclarait avec le même enthousiasme : **« c'est une victoire authentique de la classe ouvrière, le signe d'un autre rapport de forces. Quand les travailleurs voient revenir ceux qui ont été frappés, cela vaut tous les discours ».**

Bien sûr, des militants syndicaux qui ont été licenciés pourront s'appuyer sur la loi pour essayer d'obtenir leur réintégration. Mais, d'après **la Vie Ouvrière,** pendant le septennat de Giscard, 25 000 militants syndicaux auraient été licenciés, dont 3 000 pour des raisons « non économiques ». Combien pourront prouver que c'est à cause de leur activité syndicale et obtenir leur réintégration ? Alors que des patrons refusent encore aujourd'hui d'appliquer l'augmentation de 10 % du SMIC, il n'y a pas de raison qu'ils respectent davantage la loi d'amnistie.

De toute façon, la loi ne s'applique qu'aux militants syndicaux. Elle ne pourra pas servir par exemple à un jeune qui, au bout de quelques semaines ou quelques mois, n'a pas été jugé assez docile par son patron et s'est fait mettre à la porte, d'autant plus facilement qu'il y en a d'autres qui attendent dehors.

Cette loi d'amnistie n'a donc que des effets très limités pour l'ensemble des travailleurs. Elle ne constitue une « victoire authentique » que pour le PCF et la CGT. Car elle leur sert au moins de justification à la caution qu'ils apportent à la politique gouvernementale.

De la même façon, **l'Humanité** a fait grand cas des circulaires du ministre de la Santé, Jack Ralite (PCF), concernant les libertés syndicales et le droit de grève dans les hôpitaux.

« L'autoritarisme battu en brèche » titrait pompeusement l'article de **l'Humanité** du 11 août.

Droit de grève réaffirmé ou pas, cela n'empêchera pas une surveillante ou un chef du personnel de donner des sanctions lors des conflits, avec des motifs comme abandon de poste ou non-exécution d'un ordre d'un supérieur hiérarchique, ni la réquisition du personnel par l'administration. Et si la circulaire affirme que les salariés devront être payés lors des « mouvements revendicatifs, y compris à caractère gréviste » du moment que la sécurité des malades est assurée, les travailleurs, eux, n'avaient pas attendu la garantie de continuer à être payés pour se mettre en grève... La seule mesure concrète de ces circulaires est, là aussi, un petit cadeau aux bureaucraties syndicales : le droit d'avoir des locaux syndicaux et l'augmentation du nombre d'heures de détachement pour les responsables syndicaux.

Illustration de la Vie Ouvrière à propos de l'amnistie dans les entreprises : comme si les patrons n'allaient plus faire la loi...

Mais, quand la seule mesure du ministre communiste de la Santé est d'accorder 2 000 postes pour l'ensemble des hôpitaux alors que, par exemple, la CGT elle-même évaluait à 50 000 le nombre de postes supplémentaires immédiatement nécessaires, quand la principale mesure du ministre communiste des Transports est d'augmenter les tarifs, comme son prédécesseur, il ne reste plus qu'à chercher quelques petites mesures, aussi infimes soient-elles, à monter en épingle pour essayer de faire croire que la présence de communistes au gouvernement apporte quelque chose.

Jean SANDAY

« Les stagiaires F P A veulent être reconnus comme des travailleurs en formation et refusent le blocage de leurs salaires »

C'est ainsi que se termine le communiqué de presse donné par une quinzaine de stagiaires FPA venus à la rencontre nationale organisée les 1 et 2 août derniers par le comité des stagiaires de Besançon, et qui ont décidé de se constituer en comité de coordination national pour appeler à une journée nationale d'action le mercredi 9 septembre prochain. Sept centres étaient représentés : Besançon, Bourg-en-Bresse, Roanne, Poissy, Lyon-Crépieux, Saint-Avold et Alençon.

Cela n'a pas été facile de se réunir en cette période de vacances et de financer un voyage de plus de 1000 Km pour certains. Des centres comme ceux de Dunkerque, Tarbes, Montpellier, ont écrit ou téléphoné à Besançon pour soutenir l'initiative et se déclarent prêts à se joindre à une action coordonnée nationalement.

Lors de deux réunions, samedi soir et dimanche matin, les délégués ont fait le point sur les différentes actions (délégations, pétitions, débrayages...) menées jusque-là séparément dans plusieurs centres et ils ont pris des dispositions pratiques pour entrer en contact avec un plus grand nombre de centres afin de constituer une coordination qui puisse exercer une pression plus forte pour leurs revendications.

Ils ont également préparé leurs interventions, tracts, assemblées des stagiaires, lettre aux ministres pour demander une entrevue, etc. Sans perdre un instant car, disait un délégué d'Alançon : « nous avons 600 Km à faire cet près-midi et je travaille demain matin à 8 h 35 ! »

Ce qu'ils veulent tous, « et ce n'est pas seulement notre avis personnel, **précisent-ils,** nous exprimons-là le sentiment largement partagé par les stagiaires », **c'est d'abord que leur salaire ne soit plus bloqué pendant toute la durée de leur stage.** « Quand le SMIC augmente, le coût de la vie aussi, **dit une déléguée de Besançon,** et nous subissons cette augmentation alors que nos paies ne bougent pas ». « Nous ne sommes pas gourmands, **ajoute une autre,** nous demandons que nos paies augmentent de la même façon que le SMIC ».

« Ça se passait comme ça en 77-78, **précise un stagiaire,** mais il y a eu un décret de blocage qu'il faudrait annuler ». « Ce n'est pas difficile **dit un délégué,** et les moyens sont là pour nous donner satisfaction. Le gouvernement pourrait débloquer les crédits et rogner, s'il le faut, sur le budget de l'armement ».

Les feuilles de paie sortent et sont comparées.

En stage depuis janvier : 14, 20 F.de l'heure ; en stage depuis fin mai : 15, 20 F. de l'heure et ces taux de début de stage devraient rester fixes jusqu'à la fin du stage, quelle que soit l'augmentation du coût de la vie. « A la fin d'un stage de 11 mois, c'est environ 500 F d'écart que la paie prend par rapport à l'évolution du SMIC. ».

« Et, **ajoute un délégué,** il y a aussi de plus en plus de jeunes qui entrent en FPA sans avoir travaillé auparavant et alors là ils ont environ 500 F par mois ! Avec l'indemnité de nourriture à déduire, c'est tout juste s'il leur reste 2 ou 300 F ».

« Vraiment, **dit une déléguée qui en a lourd sur le cœur de n'avoir même pas eu une lime dans un stage d'ajustage,** le manque de crédits ne nous permet pas d'apprendre notre métier dans de bonnes conditions. Ce système de FPA n'est pourtant pas mal parce qu'il peut permettre d'apprendre quand on n'a pas eu la chance de pouvoir le faire auparavant ».

Les délégués des stagiaires avaient beaucoup de choses à dire et à dénoncer lors de leur conférence de presse : Le matériel inadapté, les patrons présents au jury d'examen, le peu de cas fait par des employeurs des dilpômes obtenus en FPA.

Ils se sentent dans leur bon droit en demandant à être traités comme des travailleurs à part entière, qui ne doivent pas avoir à signer un contrat qui leur demande de ne pas exercer, aux centres de FPA., les libertés élémentaires d'expression et d'organisation. Ils demandent, dans leur lettre au ministère du Travail et à celui de la Formation professionnelle, d'appliquer sans délais « l'alinéa 3 de l'art. III du titre II du décret n°79 250 du 21/3/79 (...) qui prescrit que la rémunération des stagiaires ne peut en aucun cas être inférieure au SMIC ».

Et puis, ont-ils conclu :« il faudrait savoir si on prépare effectivement les 170 000 stagiaires de FPA à la vie active ou si on nous case là pour diminuer le taux de chômage ».

La réponse à cette question dépendra finalement des stagiaires eux-mêmes, et des moyens qu'ils créeront eux-même pour faire entendre avec force leurs revendications de salaire et de dignité.

correspondant.LO

Pour prendre contact avec le Comité des Stagiaires, écrire à :
Comité des Stagiaires,
Centre FPA, 19, avenue de l'Observatoire
25 000 Besançon.

Atelier d'ajustage à la FPA de Rouen.

Chez VERGO (Moselle)

Occupation d'usine suite au licenciement de 385 travailleurs

Mardi 11 août, des camarades de la caravane de Lutte Ouvrière des Vosges-Alsace ont rencontré quelques membres du Comité de soutien et de défense de l'usine Vergo (entreprise d'optique-lunetterie) de Goetzenbruck, en Moselle.

Ces derniers ont raconté :

L'usine, qui comptait 385 personnes, a déposé son bilan le 21 mai dernier et a été mise sous « sauvegarde du personnel » depuis le 24 juin.

L'usine dépend du trust American Optical, qui a décidé d'arrêter son soutien financier à la branche optique.

Le Comité de soutien qui s'est formé est très large. Il regroupe des travailleurs de l'entreprise mais aussi le maire de la proche localité, des conseillers généraux... et le curé. Des actions ont eu lieu : journée portes ouvertes (avec messe)..., un meeting à Bitche et l'occupation du château de la Petite pierre.

Les revendications du Comité de soutien sont le rachat de l'usine par un patron — mais qui ? — et l'intervention des pouvoirs publics pour faire pression en ce sens ; la CGT, seul syndicat avec la CGC, demande l'intégration à un groupe comme Rhône-Poulenc, mais Hoechst, qui fait partie de ce groupe n'est nullement intéressé.

Un groupe de travailleurs occupe donc l'entreprise, et tous attendent un réponse du gouvernement. Du côté des tractations patronales c'est le silence total et du point de vue « légal » des pressions ont été exercées pour que les travailleurs qui occupent l'usine... cèdent gentiment la place à une société de gardiennage ! En plus de cela, les filiales de l'usine ont tenté de récupérer une partie du stock par des commandes bidon.

Mais l'occupation continue.

Correspondant LO

PTT (Lyon)

Carte de bus... stop !

A Lyon, les télégraphistes bénéficiaient d'un petit privilège : la carte mensuelle de bus était payée par l'administration. Cette carte servait surtout en cas de panne de vélomoteur pour rentrer au bureau.

Terminé, pourtant. La Direction départementale des PTT vient de décider de faire des économies en supprimant cet avantage aux embauchés après octobre 1980. Cette mesure touche actuellement 30 des 90 télégraphistes de l'agglomération lyonnaise, et doit s'étendre à tous les télégraphistes.

En fait d'économie, la direction récupérera la somme dérisoire de 3 500 F par mois puisque l'abonnement mensuel coûte 118 F. Et non contente de nous priver de cet avantage, la direction nous réclame maintenant les cartes d'abonnement valables jusqu'à fin septembre pour pouvoir se faire rembourser par la Société des Transports en Commun Lyonnais le prix des abonnements pour août et septembre !

Correspondant LO

L'affranchi

Le nouveau ministre des PTT est un ancien enseignant. Il ne connaissait pas grand-chose à la Poste. Il lui a fallu deux mois pour s'adapter.

En bon élève, il s'est mis au parfum : à l'école de son prédécesseur. Il vient de décider d'augmenter le prix des timbres !

(Extrait du bulletin PTT-Tri Montparnasse (Paris) du 9.8.81).

ORT-EN-BESSIN (CALVADOS) :

nterview du secrétaire du syndicat des pêcheurs

La caravane de Lutte uvrière était de passage à ort-en-Bessin, le samedi 8 ût. Nous avons vu le secré- ire du syndicat des cheurs pour faire le point, rès le mouvement de l'an rnier.

Il nous a expliqué les diffi- ltés que les pêcheurs ren- ntrent depuis des années. la hausse des carburants i avait provoqué le mouve- ent de l'an dernier, s'ajou- nt des difficultés liées à volution du fait des con- mmateurs : le maquereau fait plus recette. Il nous plique ainsi : « Lundi, nous allons pêcher 20 tonnes de maquereau, on va en détruire presque la moitié. Nous ne vendons qu'en criée, c'est-à-dire aux enchères. Nous sommes organisés en coopératives. Les mareyeurs achètent en fonction de l'offre et de la demande, les enchères dépendent de la pénétration des produits étrangers. Le prix de retrait du poisson est de 1,13 F, il est fixé au niveau européen. C'est-à-dire que si l'enchère est au-dessous de 1,13 F, le poisson n'est pas vendu, il est retiré par notre organisme coopératif et revendu pour la consommation animale. Mais le pêcheur est payé 1,13 F, par une participation de l'Etat et une cotisation des pêcheurs »

Port-en-Bessin : les chalutiers à quai.

Mais la situation reste difficile pour de nombreux pêcheurs, un revenu décent n'est pas garanti à tous. Le revenu mensuel d'un pêcheur peut tomber à 1 000 F mensuels, parfois à rien. Les salaires sont différents d'un bateau à l'autre. Sur la Portaise, un bateau moyen, un pêcheur s'est fait en brut 39 000 F annuels.

L'élection de Mitterrand et l'arrivée de la gauche ainsi que la création d'un ministère de la Mer, ont, d'après lui, suscité des espoirs. Le doublement de l'aide en carburant prévue par le programme socialiste a, précise-t-il, été appliqué. Suite à la grève de l'an dernier les pêcheurs bénéficient d'un système de correctif des prix d'une année sur l'autre. Mais tout n'est pas réglé, explique-t-il : « Quand j'ai su que le carburant allait encore augmenter, je me suis dit que c'était encore un bon coup dans les fondations : 7,85 centimes, c'est très lourd, 25 % de notre chiffre d'affaire passera dans le fuel cette année. Sans compter tout ce que nous devons rembourser aux banques pour l'amortissement des bateaux ».

Blocus du port d'Arcachon par les pêcheurs en août 1980. (AFP)

Pourquoi les gens continuent-ils dans ces conditions ? Ils sont pris entre deux feux : la suppression d'emploi et la banque.

Bien souvent, quand on réclame auprès des pouvoirs publics, on nous dit : « on va vous aider pour vos investissements » **pour acheter des bateaux ... Mais pour nous, il n'est plus question d'investir, il est question de sauver la flotille existante.**

Correspondant LO

ÉCHOS DES ENTREPRISES

ulletin météo

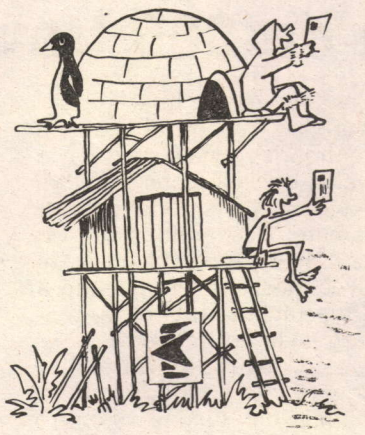
Et voici nos prévisions météo- logiques pour Créteil CTA ette semaine.

La climatisation étant ce u'elle est, au chantier automati- ue, maintien d'une température ès fraîche pour la saison, avec eut-être un léger réchauffement u LIPAP après dissipation des oidures matinales.

En salle de tri, en fonction de température extérieure, le mps ira de « étouffant » à absolument intenable ». Donc, n moyenne, chaleur insupporta- e et climatisation pourrie.

Quant au niveau 1, il est conseillé de rester assis dans la fraîcheur de la salle plutôt que aller s'agiter sur les quais où on risque la déshydratation.

Extrait du bulletin Lutte uvrière PTT, Centre de tri de réteil (94).



pération boomerang à la présidence lu Crédit Lyonnais

Ces derniers temps, on parle eaucoup de départ du président ctuel du CL dans la presse, où s bruits les plus divers circu- nt.

Parmi tous les noms des successeurs évoqués, on retrouve elui d'une vieille connaissance u CL : Saint-Geours, qui s'était illustré pendant la grève de 1974, rentrerait par la grande porte après être sorti sur la pointe des pieds il y a quelques années.

Bref, on prend les mêmes et on recommence.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du Centre du Crédit Lyonnais (La Défense, Paris).

e paysage changeant

Au Fayol, au début, la direction avait fait une grande publicité pour les bureaux-paysagers : plantes vertes, bacs fleurs, armoires et bureaux disposés au gré, etc.

Mais les paysages ont hangé. Il y avait déjà le labyrinhe du 1er étage ; maintenant, au 4e étage, il y a le mur de Berlin et au rez-de-chaussée, il y a les cages !

On se croirait à la foire du Trône ; le seul avantage, c'est que ce n'est pas payant.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Roussel-Uclaf (Romainville-93).

La Cogeco embauche... des chefs du personnel !

L'ancien chef du personnel est revenu de congés maladie ! Eh bien, depuis, nous avons deux chefs du personnel.

Moins il y a de personnel, plus il y a de chefs... du personnel.

Avis aux amateurs : il paraît que la COGECO prévoit l'embauche d'un troisième chef du personnel au moment des licenciements de novembre !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de COGECO (Joué-les-Tours).

Hep ! Taxi !

Pour ceux de l'équipe du matin, il n'y a pas de bus et nous devons venir par nos propres moyens.

Pourquoi la direction ne nous envoie-t-elle pas de taxi comme ça s'est fait récemment quand les bus n'étaient pas disponibles ?

A défaut de meilleure solution, celle-là serait un bon début !

Va falloir forcer un peu l'allure !

Au retour des vacances, l'horaire hebdomadaire a été réduit d'une demi-heure.

Mais nous, 45 ans après la loi des 40 heures obtenue en 1936, on fait encore 42 heures !

Au rythme d'une demi-heure par an, il faudra les pousser dur si on veut obtenir les 35 heures avant 1995 !

(Extraits du bulletin Lutte Ouvrière de Stein-Industrie (Nord).

ESPAGNE

Il y a sûrement des huiles dans le coup

Trois mois après le premier décès dû à l'huile frelatée en Espagne, l'intoxication collective n'est toujours pas maîtrisée. La presse espagnole a fait état, le week-end dernier, de deux nouveaux décès à Madrid et de 21 nouvelles hospitalisations. Le bilan est à ce jour impressionnant : 89 personnes sont mortes des suites de telles intoxications et actuellement plus de 11 000 personnes sont malades, dont plus d'un millier hospitalisées à ce jour.

L'origine de cet empoisonnement grave est connue partiellement au moins, depuis des semaines. La présence, dans certaines huiles d'olive, d'huiles de colza dénaturées destinées à l'usage industriel est en cause. Mais alors que dans les premières semaines on pouvait penser que ce traitement frauduleux était limité à quelques producteurs d'huiles vendues au détail, il apparaît aujourd'hui que la présence des produits toxiques dans les huiles d'olive est un phénomène bien plus général. L'huile vendue en bouteille est aussi en accusation. La liste des produits toxiques trouvés dans les huiles d'olive s'allonge, la liste des marques concernées aussi.

Au fil des jours, la presse espagnole fait état de mesures de retrait de centaines de milliers de litres d'huile dans différentes villes et différentes régions. La quantité globale d'huile retirée de la circulation aujourd'hui atteindrait aujourd'hui les 3 millions de litres. Depuis une semaine, plusieurs médecins et responsables de la santé expriment leurs craintes que les huiles frelatées soient aussi utilisées pour la confection des conserves et la fabrication de produits de charcuterie et de desserts.

Dans ces conditions, il est bien évident que le gouvernement ne peut plus se contenter de dire que « la pneumonie toxique » n'est qu'un accident limité dont seraient responsables quelques fraudeurs isolés. Il a un temps présenté les choses comme si les responsables de cette catastrophe étaient une poignée de chefs d'entreprises, petites ou moyennes qui auraient tourné les lois. Aujourd'hui, cette version ne peut suffire. L'utilisation d'huiles d'olive frelatées paraît remonter à plusieurs années. Et, comme il apparaît probable que de nombreuses entreprises aient vendu depuis longtemps comme huiles d'olive en Espagne des huiles de colza ou de soja trafiquées, il semble difficile que cela ait pu se faire sans tout un réseau de tolérance et de complicité sur lequel la lumière est loin d'être faite. Les 25 personnes actuellement arrêtées à la suite de dénonciations ne sont sans doute que quelques boucs-émissaires. Et le fait que le gouvernement distille les informations sur les responsabilités au goutte-à-goutte semble indiquer que le scandale de l'huile éclabousse en haut lieu.

Henriette MAUTHEY

DOSSIERS DE L'ECRAN

Les incendies de forêts

Le sujet des Dossiers de l'Ecran était d'actualité, puisque les incendies de forêt reviennent régulièrement, systématiquement, chaque année aux mois de juillet et août.

Le film présenté en première partie, Horizons en flammes, **était un lamentable navet américain. L'un des participants au débat déclara que lui qui avait vécu des incendies de forêt trouvait que tout dans ce film était vraiment « du cinéma ». On y voyait une splendide forêt, bien entretenue, surveillée constamment par hélicoptère, et néanmoins dévastée par le feu malgré d'importants moyens mis en œuvre pour combattre le sinistre. On ne sait pas si cette présentation reflète la réalité aux Etats-Unis, mais la situation des forêts est toute différente en France et on pouvait craindre pour le débat après une telle introduction !**

Pourtant, ce débat fut intéressant et on peut dire que dans l'ensemble, les principaux aspects du problème ont été évoqués par les participants (parmi lesquels un pilote de Canadair, un commandant des pompiers, Christian Girondeau, responsable de la sécurité civile, mais aussi le maire et un habitant d'un village du Vaucluse qui fut ravagé l'an passé).

On nous rappela ainsi qu'il n'y a en France que douze Canadairs en tout et pour tout et que de la mi-juillet à la fin août ces avions sont utilisés au maximum. Cependant, la discussion passa un peu rapidement sur cette insuffisance de moyens d'intervention, que certains participants cherchèrent même à minimiser.

Par contre, ce qui fut souligné, c'est l'insuffisance des moyens de prévention contre les incendies de forêt. Non seulement il faudrait bien plus d'agents et d'ouvriers forestiers, mais, bien que cela n'ait pas été dit explicitement, c'est tout le régime de propriété des espaces boisés qui se trouve mis en cause. Comme l'a dit l'un des participants, la forêt, aujourd'hui, n'est plus bien souvent qu'un placement, tout comme l'immobilier par exemple. Mais comme, d'un autre côté, l'exploitation d'une forêt est une activité peu rentable aujoud'hui, cela explique que les forêts privées (la grande majorité des forêts de France) soient très peu entretenues, qu'elles soient envahies par les broussailles qui sont le meilleur auxiliaire du feu lorsque celui-ci s'est déclaré.

Tout cela, bien sûr, n'empêche pas le rôle joué par la malveillance parfois, par l'irresponsabilité et les imprudences souvent — et ce facteur n'a pu qu'augmenter avec la fréquentation de plus en plus grande des forêts par les estivants, surtout en Provence et sur la Côte d'Azur. Mais il reste de cette émission le sentiment que le fléau des incendies de forêts n'a rien d'une fatalité, et que les quelques mesures qui ont pu être prises ces dernières années sont loin de constituer une réelle politique de sauvegarde de la forêt,

Jean-Louis CHAMPENOIS

Manifestation [illegible] au Revest en 1979. (AFP)

Un Canadair en action. Mais il n'y en a que douze pour toute la France. (A

Sélection

Samedi 15 août

12 h. TF1. Le Faubourg Saint-Antoine. Un quartier qui évoque bien des luttes du petit peuple de Paris.

16 h 25. TF1. Le gouffre de la pierre Saint-Martin. Une équipe de télévision suit la progression de spéléologues jusqu'à 800 m sous terre.

21 h 20. FR3. Qui a tué Martin Luther King ? Une enquête sur le meurtre du leader pacifiste noir.

Dimanche 16 août

14 h 10. TF1. Le Nil et ses problèmes, filmé et expliqué par l'équipe de Cousteau.

20 h 30. TF1. Film : **Le massacre de Fort Apache,** de John Ford, avec John Wayne. Un classique du western qui ne fait pas l'apologie des guerres contre les Indiens.

22 h 05. A2. New York. Un reportage vivant sur la grande ville américaine.

22 h 35. Film : **Perceval le Gallois,** d'Eric Rôhmer. Conte médiéval à la cour du Roi Arthur.

Lundi 17 août

14 h 25. TF1. Histoire du cinéma français par ceux qui l'ont fait. Dans une série de treize émissions, les années 1939-1941.

15 h 15. A2. Racines. Suite du feuilleton tiré du roman d'Alex Haley.

20 h 30. TF1. Film : **Rue des Prairies.** Un prisonnier de guerre revient après deux ans de captivité. Avec Jean Gabin. Beau numéro d'acteurs.

20 h 35. A2. Charles Trénet. Une heure avec le « fou chantant ».

20 h 30. FR3. Film : **Funny Girl,** de W. Wyler, avec Barbra Streisand. Un film musical qui connut un grand succès il y a dix ans.

Mardi 18 août

14 h 25. TF1. Histoire du cinéma français par ceux qui l'ont fait (1941-1942). Suite...

15 h. A2. Racines (suite).

20 h 30. TF1. La randonnée. Des jeunes parcourent le GR20, le sentier qui traverse la Corse. A voir pour les belles images de montagne.

20 h 30. A2. Les Dossiers de l'écran : **Gérard Philipe.** Film : **Monsieur Ripois,** de René Clément. Les aventures d'un Français à Londres, bien entendu incarné par Gérard Philipe.

Mercredi 19 août

14 h 25. TF1. Histoire du cinéma français par ceux qui l'on fait (les années 1950).

15 h 15. A2. Racines (fin).

20 h 30. FR3. Film : **Capitaine de Castille.** Grande réalisation historique sur Cortez et la conquête du Nouveau Monde.

20 h 35. A2. Johnny Halliday en concert, en février dernier.

22 h. TF1. Les grandes observatoires. La course aux étoiles...

Jeudi 20 août

14 h 25. TF1. Histoire du cinéma français par ceux qui l'on fait (les années 1950).

21 h 50. A2. Film : **Padre Padrone,** de V. Taviani. Palme d'or au festival de Cannes 1977. L'histoire d'un berger sarde analphabète qui s'instruit au contact d'un camarade de régiment.

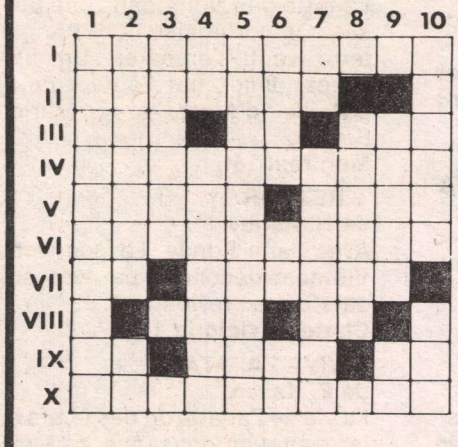
Vendredi 21 août

14 h 25. TF1. Histoire du cinéma par ceux qui l'on fait (les années 1960).

20 h 30. FR3. 20 ans d'indépendance de l'Afrique. Débat avec Senghor, Moussa Traoré, etc., mais aussi René Dumont. On verra !

23 h 05. A2. Ciné-club : **La terre de la grande promesse,** de Wajda. Le développement sauvage du capitalisme en Pologne à la fin du siècle dernier. Grande fresque historique, par le réalisateur, de « L'homme de marbre ». Certains passages sont cependant suspectés d'antisémitisme.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT —.I. Débordent d'affection. II. Débutants. III. Epoque. Aux extrémités du col. Eut un curé célèbre. IV. Donneras des coups d'aiguillons. V. Circulaient sur le front pendant la guerre. Boite pour homme de chambre. VI. Distingue le haut du bas. VII. Fin d'infinitif. Ont le bras long. VIII. Tente. Vis sans tête. IX. Rejoignit les ruminants. Unit la Baltique à la mer du Nord. X. Enfouiras.

VERTICALEMENT —.1. Endort. 2. Maison de repos. N'importe qui. 3. On peut l'avoir à l'œil, mais pas sans mal. 4. Ancienne mesure. Précède le journal. 5. Cherche à vous mettre dedans. 6. Piqueur de pomme. Ile. Dans le Nord. 7. Avant la qualité. Postula. 8. Font des avances. 9. Maitresses femmes. Eclairait l'Egypte. 10. Faite en passant. Emblème royal.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	V	O	L	U	T	I	O	N
II	O	P	A	L	I	N	E	■	Y	U
III	B	I	R	I	B	I	■	C	O	Q
IV	I	G	A	M	E	■	O	H	■	U
V	N	O	N	■	L	A	C	E	R	E
VI	E	N	■	A	L	E	R	T	E	S
VII	T	E	R	N	I	R	A	I	S	■
VIII	■	■	A	N	S	E	■	V	I	S
IX	E	N	T	E	T	E	M	E	N	T
X	R	U	E	■	E	S	T	■	E	E

FILMS

« Un fils pour l'été » de Bob Clark

Apprendre de la bouche de médecins amis que l'on est atteint d'une maladie très grave, voilà de quoi déboussoler. Même un homme comme Scott Templeton, producteur américain de cinéma comblé, heureux de vivre, gai comme un pinson, une tornade de rire, séducteur impénitent et père d'un jeune homme qu'il ne connaît guère.

La nouvelle l'incite à renouer avec son fils, à lui transmettre son goût de vivre à sa manière. C'est qu'il l'inquiète, ce rejeton, sérieux comme un pape, lui qui ressemble comme le jour à la nuit, aussi timide que son père est exubérant. C'est décidé, il fera son éducation accélérée. Ce sera dur car, l'un comme l'autre, ne se connaissent pas et le fils est sur ses gardes devant ce père qui veut bien faire, trop bien d'ailleurs. Car Scott en fait des tonnes pour gagner son fils et lui transmettre sa joie de vivre, sans grand succès.

Ces relations entre un père et son fils sont le fil de tout le film. « Drame psychologique » indique la présentation par la presse. On aurait tort pourtant de penser que l'on a affaire à un film grave, au bord du mélodrame. Car Un fils pour l'été est drôle, très drôle même, avec un Scott auteur de jeux de mots, clown impayable, même devant la maladie qui le frappe. Cette attitude a le don d'excéder prodigieusement le fils. Pourtant, pour cet amoureux de la vie, ce n'est pas de l'inconscience, mais une façon de conjurer le sort, de reculer l'instant où il se trouvera face aux souffrances.

Sur un sujet qui aurait pu tomber facilement dans le mélo, le réalisateur a réussi un film tonique et le jeu des acteurs, en particulier de Jack Lemmon, y est pour quelque chose.

Guy FICHET

« L'année prochaine si tout va bien »

avec Isabelle Adjani

On rit un peu à certaines mésaventures de ce jeune couple. Mais le rire tourne vite au rictus tant les situations et les personnages sont caricaturés.

Elle, employée à l'INSEE, est une femme qu'on nous dit émancipée. Elle gagne sa vie et entretient financièrement son copain, un doux rêveur, en totalisant jour après jour, sur sa machine à calculer électronique, le montant des sommes dont il lui est redevable. Elle tient à ce que ses relations avec son copain n'aient rien d'officiel. Alors, il a beau vivre chez elle, quand papa et maman arrivent inopinément de province, le petit copain se retrouve en moins de cinq minutes sur le palier, tout désarmé mais avec bagages. Elle a sa vie à elle, va souvent avec deux amies au resto... où toutes trois se saoûlent de bon vin, au point de rentrer ensuite en titubant, et de bavardages futiles sur leurs expériences amoureuses. Bien sûr, la meilleure amie de l'héroïne est, elle aussi, émancipée. Tellement d'ailleurs qu'on ne voit son mari qu'à la maison où il est devenu spécialiste en préparation de repas pour bébés et autres soins à donner aux enfants en bas âge.

On comprend que c'est une peinture de la vie moderne, que les rôles sont inversés. Mais à ce point, c'est trop !

Sans compter que, dès que la belle se met en tête d'avoir un gosse, c'est le virage à 180°. Le copain et futur père est présenté à papa et maman — au fin fond de la Bretagne pour faire plus rétrograde ? — qui voient aussitôt en lui le futur gendre. Et tout se finit par un mariage où rien ne manque : ni la cérémonie religieuse avec mariée en blanc, ni la liste de mariage, ni le gueuleton et les plaisanteries un peu grasses.

Certains ont présenté ce film comme une comédie de mœurs sur la difficulté des jeunes d'aujourd'hui de vivre à deux en échappant aux conformismes sociaux et aux pressions familiales.

C'est faire beaucoup d'honneur au metteur en scène qui, lui, ne semble pas avoir cherché à échapper au conformisme qu'il croit payant.

« Les enfants du n° 67 »

de V. Barthelmess

Dans une ville d'Allemagne en 1933, les enfants d'un immeuble ouvrier forment une bande. Ils s'en prennent aux Jeunesses hitlériennes qui se font rosser ; ils organisent une fête pour empêcher la saisie des biens d'un chômeur qui ne peut payer son loyer. Mais bientôt la gangrène nazie va aussi les gagner. Au milieu des exactions des SA, du racisme anti-juif qui se développe, le fils d'un militant communiste sera le seul à tenir bon.

Tourné en 16 mm et ne passant qu'au cinéma « Le Marais » (Paris 4e), ce film n'en est pas moins passionnant.

Sélection

Films récents...

ELEPHANT MAN.
de D. Lynch.
L'histoire vécue de John Merrick, atteint d'une grande difformité, dans l'Angleterre victorienne. Un film sur la tolérance.
UGC Opéra 2e. Cinoches 6e. Marbœuf 8e.

LILI MARLEN.
de Fassbinder.
L'histoire romancée de l'interprète de cette rengaine fredonnée par les soldats du IIIe Reich sur tous les fronts; amoureuse d'un jeune Juif de Zurich qu'elle aide à lutter contre les nazis.
L'Epée de Bois 5e. Calypso 17e.

THE POLICEMAN.
de D. Petrie.
Le Bronx, quartier pauvre de New York, où un policier pris de scrupules, incarné par Paul Newman, est aux prises avec ses supérieurs.
Capri 2e. Berlitz 2e. Montparnasse 83 6e. Marignan 8e.

LA PORTE DU PARADIS.
de M. Cimino.
Les gros propriétaires contre les immigrants venus d'Europe de l'Est, dans le Wyoming du 19e siècle.
France-Elysée 8e.

LES UNS ET LES AUTRES.
de C. Lelouch.
Une fresque musicale retraçant l'histoire des 40 dernières années.
Forum Cinéma 1er. Paramount Marivaux 2e. Paramount Odéon 6e. Paramount City Triomphe 8e. Publicis Elysée 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Bastille 12e. Paramount Galaxie 14e. Paramount Montparnasse 14e. Paramount Orléans 14e. Saint-Charles Convention 15e. Passy 16e. Paramount Maillot 17e.

TROIS FRÈRES.
de F. Rossi.
Trois frères retournent à la ferme natale dans l'Italie du Sud. Une vision de la société italienne et de ses problèmes à travers la vie de chacun d'eux.
Studio de la Harpe 5e. Saint-Lazare-Pasquier 8e. Sept-Parnassiens 14e.

...et moins récents

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI.
de F. Rossi.
Un intellectuel libéral est exilé par Mussolini dans un petit village.
Studio de l'Etoile 17e

LE DERNIER MÉTRO.
de F. Truffaut.
Paris sous l'occupation à travers l'histoire d'une troupe de théâtre.
Elysée Lincoln 8e.

2001 ODYSSÉE DE L'ESPACE.
de S. Kubrick.
Un film de science-fiction.
Saint-Michel 5e. Elysée-Point-Show 8e. Trois-Haussmann 9e.

FAME.
de A. Parker.
Des jeunes apprennent la musique et la danse dans une école américaine.
Saint-Michel 5e.

FRANKENSTEIN JUNIOR.
de Mel Brooks.
Une parodie des films d'angoisse où l'on rit de bon cœur.
Berlitz 2e. Quintette 5e. Elysées Lincoln 8e. Sept-Parnassiens 14e.

SAN MAO LE PETIT VAGABOND.
Dans la Chine d'avant Mao, les aventures d'un petit garçon pauvre.
14 Juillet 6e.

WEST SIDE STORY.
de R. Wise.
Une magnifique comédie musicale sur la jeunesse des quartiers pauvres de New York.
Athéna 12e. Kinopanorama 15e.

AMERICA AMERICA.
de E. Kazan.
Un jeune Grec cherche à émigrer aux USA pour fuir la répression que subit sa communauté en Turquie.
Templiers 3e.

BARBEROUSSE.
de A. Kurosawa.
Un médecin dans un quartier pauvre du Japon médiéval.
Escurial 13e.

LA BATAILLE D'ALGER.
de G. Pontecorvo.
La répression féroce de l'armée française à Alger en 1957.
Saint-Séverin 5e.

CERTAINS L'AIMENT CHAUD.
de B. Wilder.
Une comédie désopilante avec Marylin Monroe.
Champo 5e.

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de D. Trumbo.
Un terrible réquisitoire contre la guerre.
La Banque à Images 5e.

QUEIMADA.
de G. Pontecorvo.
La lutte des Noirs dans une possession portugaise dont l'Angleterre veut s'emparer. Un film exceptionnel, par l'auteur de la **Bataille d'Alger,** avec Marlon Brando.
Montréal 18e.

RETOUR.
de H. Ashby.
Avec Jane Fonda. La guerre du Vietnam dénoncée par des soldats qui en reviennent.
Châtelet Victoria 1er.

VIVA ZAPATA.
de E. Kazan.
La vie de Zapata, un des chefs de la révolution paysanne au Mexique en 1910.
Templiers 3e.

LIVRES

« Etre un Arabe en Israël »

de Fouzi El Azmar

« Etre un Arabe en Israël » est un récit autobiographique de Fouzi El Asmar, écrivain et journaliste arabe israélien. Ce témoignage a été rédigé en hébreu, car c'est d'abord aux Juifs qu'il veut faire comprendre à quel point c'est dur d'être un Arabe en Israël.

Intellectuel, né dans une famille palestinienne de la ville de Lydda, il n'en subit pas moins le sort commun de la population arabe restée dans les frontières de l'Etat d'Israël lors de la création de celui-ci en 1948.

Il a alors dix ans et voit l'armée du nouvel Etat pénétrer dans Lydda, massacrant une partie de la population et forçant une autre partie à s'exiler en Jordanie. Rapidement, il fait la connaissance des nouvelles autorités. Notamment lorsqu'on emmène le petit enfant qu'il est à la Sécurité militaire parce qu'il a osé cueillir des figues dans le verger de son père. Car ce verger a été réquisitionné en tant que « propriété abandonnée », dans le cadre de la politique gouvernementale d'appropriation des terres arabes.

Ainsi, le récit de Fouzi El Asmar est un témoignage sur bien des aspects de la politique du gouvernement israélien à l'égard de la population arabe. Celui-ci cherche tous les prétextes possibles pour « judaïser » la terre, en dépossédant les villageois arabes. Dans les villes et dans les campagnes, les Arabes sont des citoyens de seconde zone : bien des portes se ferment au jeune Arabe qui cherche un logement ou un emploi, lorsqu'il avoue qu'il n'est pas juif. Quant aux « kibboutz », ces communautés agricoles qui s'affirment « socialistes », elles ne sont pas ouvertes aux Arabes. Ceux-ci sont tout juste bons, au besoin, à leur fournir la main-d'œuvre salariée. Et le gouvernement mène une politique visant à isoler et opposer les deux communautés.

Ce livre montre aussi comment, malgré les prétentions socialistes de nombre de dirigeants sionistes, l'entreprise se révèle être une pure et simple opération de colonisation qui transforme le peuple juif en peuple oppresseur et le peuple palestinien en peuple opprimé. Même les partis politiques dits d'exrême-gauche comme le MAPAM obéissent bientôt à cette logique qui veut qu'en Israël, les seuls citoyens sont les Juifs... Fouzi El Asmar lui-même, en fait l'expérience lorsqu'on le licencie de son poste de rédacteur du journal en langue arabe du MAPAM.

Le livre est sans doute axé sur les déboires que rencontre en Israël le jeune écrivain arabe, sympathisant des nationalistes nassériens, du Parti Communiste Israélien ou de l'organisation d'extrême-gauche Matzpen. De ce point de vue il est donc limité à un milieu bien précis et ne parle pas directement de la situation des couches les plus populaires de la population arabe israélienne. Mais, tel qu'il est, ce témoignage est plein d'intérêt.

Sophie GARGAN

Etre un Arabe en Israël **de Fouzi El Asmar. Editions Casterman (230 pages).**

Contrôle de papiers à Jérusalem par l'armée Israélienne. Pour elle, tout Arabe est un suspects. (ph. Sipa)

« Azteca »

de Gary Jennings

Ce roman « historique » décrit effectivement, comme son titre l'indique, le monde des Aztèques, ou plus exactement les Mexica, à la veille de l'arrivée des Espagnols au 16e siècle. C'est d'ailleurs la fin du livre qui est la plus intéressante, celle où l'auteur décrit l'œuvre « civilisatrice » des Espagnols, qui introduisirent des épidémies, exterminèrent des milliers d'Indiens et anéantirent toute leur civilisation (la capitale aztèque, Teochtitlan, sur l'emplacement de l'actuel Mexico, fut entièrement rasée).

L'ensemble du roman (plus de 700 pages) relate la vie d'un Aztèque. La société aztèque est peut-être décrite de façon véridique, mais les personnages, eux, ne sont pas le moins du monde crédibles. Leur comportement, leurs réflexions, leurs connaissances mêmes sont ceux d'un petit-bourgeois d'aujourd'hui. Ne voit-on pas ce brave Aztèque parler d'état d'apesanteur ou de la raréfaction de l'oxygène en haute montagne, ou encore une jeune Indienne tenir des discours sur l'indépendance de la femme !

En fait, les Aztèques ne sont que le prétexte à un livre commercial, où la sexualité du personnage principal nous est décrite avec force détails. Au début, on sourit, car c'est à un évêque que cet Indien raconte son histoire. Mais le lecteur, n'étant pas évêque, n'a pas les mêmes lacunes à combler dans son instruction et finit par se lasser.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Azteca **de Gary Jennings**
Collection Hachette/Roman. 726 p. 79 F

EXPOSITION

« *La Commune de Paris* » à Saint-Denis (Seine Saint-Denis).

Le Musée d'art et d'histoire de la ville de Saint-Denis situé dans l'ancien couvent proche de la Basilique accueille au deuxième étage une exposition sur la Commune de Paris.

Trois salles renferment de nombreuses estampes, peintures, gravures, ainsi que des journaux et affiches qui vont de la fin de l'Empire de Louis Napoléon Bonaparte, à la chute de la Commune et à la Semaine sanglante.

Les mœurs impériales de la cour des Tuileries, la famille de Napoléon, ses sbires, constituèrent des cibles de choix pour les caricaturistes. Une dessin représente ainsi un sergent de ville contemplant l'œil intéressé une taverne de vins et de liqueurs.

La guerre franco-prussienne de 1870 va gommer provisoirement ces critiques, l'heure étant aux dessins patriotiques et à l'appel à la mobilisation générale. La déconfiture des armées impériales va rallumer la verve des artistes. L'empereur parti, Bismarck et les Prussiens font les frais des attaques des caricaturistes. Mais davantage encore seront visés les membres du gouvernement de la Défense provisoire. Thiers, homme politique le plus détesté, le chef du gouvernement est croqué alors qu'il s'apprête à étrangler la République qui le repousse. Dans un autre dessin, Thiers, les partisans royalistes des Bourbons et des Orléans essaient de mettre une couronne sur la tête de Marianne. La tentative manquée de Thiers d'enlever des canons le 18 mars est symbolisée par une gravure où son homme, le général Vinoy, se replie « en bon ordre », note avec ironie la légende, sous les projectiles divers de la population.

La fuite de Thiers vers Versailles, c'est le début de la Commune. Par affiche apposée sur les murs elle décide la remise des loyers et déclare propriété nationale les biens des congrégations religieuses. « Saint Père, les canailles de Républicains nous ont repris tout ce que nous leur avions volé » **s'exclame avec colère un archevêque.**

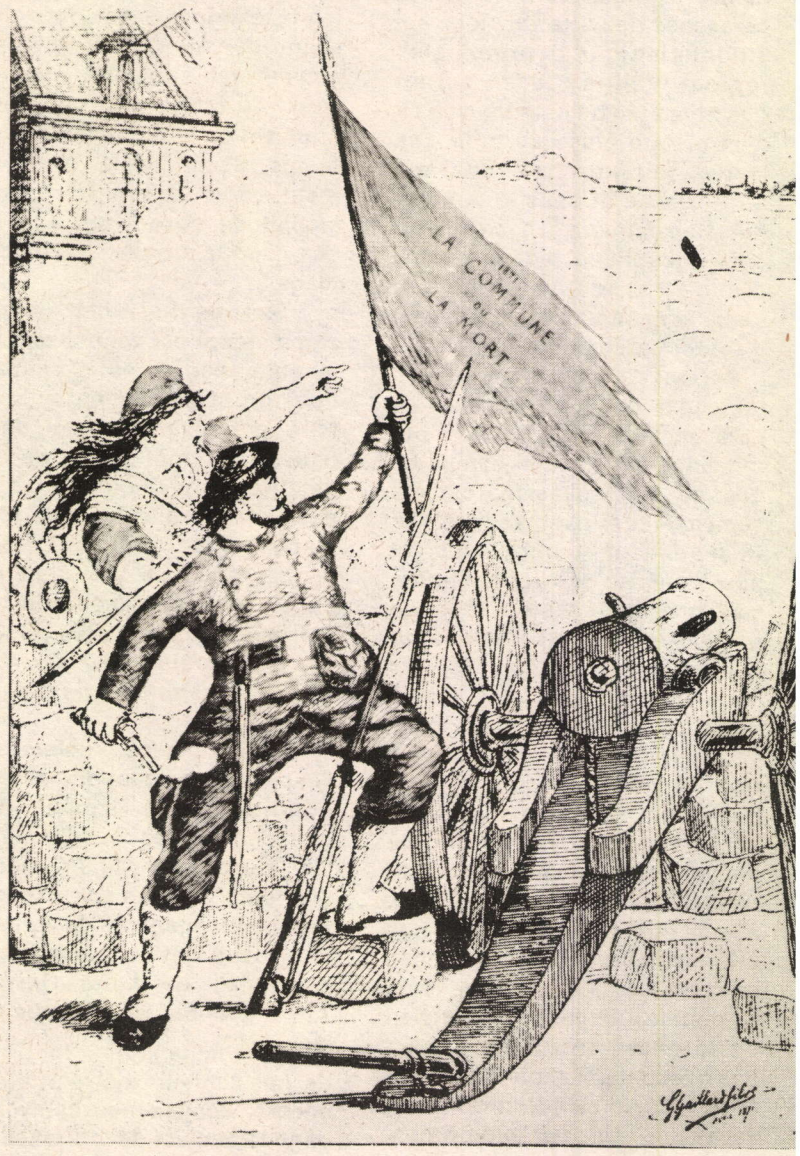
Les Versaillais aux portes de Paris, le Comité central de la Garde nationale appelle au combat : « C'est la grande lutte, c'est le parasitisme et le travail, l'exploitation et la production qui sont aux prises ». **Le triomphe malgré tout de la réaction est le début du massacre. Thiers figure campant en bourreau avec une hache ensanglantée, rentrant dans Paris en ruines et en feu.**

Les hommes et les femmes dont les visages et les noms sont anonymes, ou qui symbolisent la Commune comme Louise Michel, ont leurs portraits dans la dernière partie de l'exposition. Un film de vingt minutes réalisé en 1951, au ton un peu cocardier et un peu emphatique, décrit néanmoins les grandes heures de la Commune.

Cette exposition ne prétend pas retracer l'histoire complète de la Commune. Elle en évoque pourtant suffisamment d'aspects pour la rendre vivante. Car tous ces artistes épousaient les idées des Communards, leur haine des propriétaires, des ecclésiastiques, de l'ordre et leur aspiration à vivre une autre vie.

Guy FICHET

Musée d'art et d'histoire de la ville de Saint-Denis, **22 bis, rue Gabriel-Péri. Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h, sauf mardi et dimanche matin. Prix d'entrée : 7 F.**



Bonheur du dollar et malheurs du franc :

LA LOI DU PLUS FORT

Depuis deux jours le dollar est légèrement en baisse. Après avoir atteint les taux records de six francs, six francs quinze ou seize, il est à six francs et sept centimes. Est-ce l'amorce d'un mouvement de baisse ou de temps de répit avant une nouvelle hausse ?

C'est la question que doit se poser plus d'un spéculateur et bien malin qui pourrait y répondre. Mais en tout cas, si le dollar oscille, c'est à un niveau élevé, et jusqu'alors inconnu. Et personne ne peut prédire où s'arrêtera la monnaie américaine, ni quelles seront les conséquences de ce problème pour l'économie mondiale.

Pour le moment, les dirigeants des pays européens essaient tant bien que mal de tenir bon face à la politique de Reagan qui consiste, par le biais de la montée du dollar, à faire payer aux autres pays l'inflation existant aux Etats-Unis. Mais ni Mitterrand, ni Schmidt n'ont l'air d'y pouvoir grand chose. Ils ne peuvent entre autres pas rivaliser avec les forts taux d'intérêt pratiqués par les USA qui attirent ainsi tous les détenteurs de capitaux en mal d'opérations lucratives. C'est ainsi, par exemple, qu'en France un relèvement des taux d'intérêt freinerait peut-être la spéculation contre le franc. Mais il rendrait le crédit plus cher, risquant d'entraîner ainsi un fléchissement des investissements et de la production et une aggravation du chômage. Et il semble bien que même si le mark tient mieux que le franc, l'Allemagne aujourd'hui soit prise au même piège.

En réalité les dirigeants européens ont une marge de manœuvre bien étroite. C'est qu'ils ne peuvent empêcher que, sur le plan monétaire comme pour l'ensemble des problèmes économiques, la crise traversée par l'ensemble de l'économie capitaliste n'exacerbe la guerre économique que se livrent les économies rivales. Dans cette crise, ce sont les plus forts qui gagnent, et les plus faibles qui paient le plus. Les dirigeants français — comme leurs homologues européens — sont bien impuissants à braver cette loi du plus fort face aux USA ; loi du plus fort qu'ils imposent à leur tour à ceux qu'ils peuvent exploiter, c'est-à-dire à la classe ouvrière de leur propre pays et aux populations des pays pauvres.

Dans ce contexte, les rumeurs d'une dévaluation possible de la monnaie française, plus fragile que la monnaie allemande, sont tantôt agitées, tantôt démenties. Et il est certain que les avantages et les inconvénients, pour le gouvernement, d'une telle mesure, sont bien délicats à l'évaluer.

En effet, toute dévaluation aboutirait à une hausse généralisée des prix en France, puisque tous les produits importés coûteraient plus cher. C'est évidemment la population qui en ferait les frais ; et le gouvernement craint le mécontentement que pourrait engendrer une accélération plus rapide encore de l'inflation. D'autant plus que, pour Mitterrand qui affirme depuis des mois qu'il ne dévaluera pas, une telle mesure serait un constat d'échec.

Bien sûr, les exportations françaises deviendraient, en contrepartie, plus compétitives à l'extérieur et trouveraient plus facilement preneurs. C'est d'ailleurs le cas actuellement pour certaines entreprises vendant à l'étranger et pour qui la baisse du franc est une aubaine. Mais il n'est pas dit que ceci compense cela ; car rien ne permet de dire que, une fois une éventuelle dévaluation réalisée, la confiance des spéculateurs envers le franc soit restaurée et que ceux-ci cessent de jouer encore la chute du franc.

Dans toute cette affaire Mitterrand se trouve un peu dans la situation de celui qui ne sait pas trop à quelle sauce il va être mangé, et qui vit un peu au jour le jour. Mais quelle que soit la solution qu'il choisira, celle-ci ne réglera pas vraiment les problèmes de l'économie de ce pays. Car ce qui est en cause, ce n'est pas une simple histoire de taux d'intérêt excessifs, mais le fonctionnement général de l'économie où les dirigeants des pays capitalistes voguent à l'aveuglette en imposant aux peuples de les suivre.

C'est bien d'ailleurs pourquoi des dirigeants qui représenteraient les travailleurs ne diraient pas, comme le prétendent aujourd'hui Mitterrand et son équipe, qu'ils vont sortir le pays de la crise et que la classe ouvrière doit consentir à de nouveaux sacrifices pour cela. Car, en fait, ils ne peuvent rien contre cette crise. Le seul problème sur lequel des dirigeants d'un pays pourraient intervenir vraiment, serait de choisir qui paiera la crise. Ce serait de choisir si ce sont les plus pauvres qui vont en être les seules victimes ou si ceux qui ont profité des périodes de vaches grasses auront à payer leur part de sacrifices dans les périodes de vaches maigres. Ce serait tout de même la moindre des mesures de justice, mais c'est pourtant cette politique-là que Mitterrand ne choisira pas.

Guy FICHET

SUR LA ROUTE DES VACANCES
LES CARAVANES DE LUTTE OUVRIÈRE

Avec l'arrivée du 15 août, les vacances, pour beaucoup, commencent malheureusement à tirer à leur fin. Pendant ces quinze derniers jours d'août les caravanes de Lutte Ouvrière, qui sillonnaient les principales régions touristiques, seront donc bien moins nombreuses : il n'en restera plus que trois, aux limites de l'Ardèche et du Gard, en Provence et dans le Languedoc. Une dernière occasion, pour ceux qui sont en vacances dans ces régions, de venir, dans le cadre détendu des vacances, discuter avec nous.

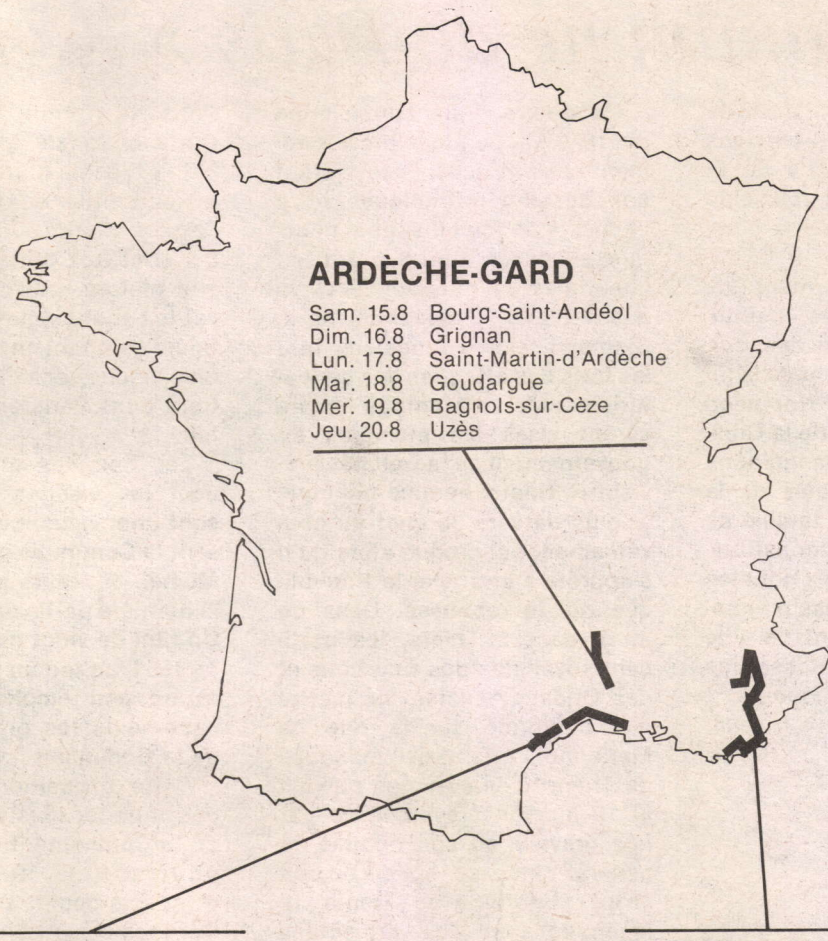
Partout où elles sont passées, au cours du mois écoulé, les caravanes de Lutte Ouvrière ont rencontré un accueil sympathique, et les discussions ont été semble-t-il cette année plus particulièrement nombreuses et passionnées ; car parmi les travailleurs, parmi les électeurs de gauche en général, l'arrivée du gouvernement de gauche, les premières mesures qu'il prend, ou celles qu'il refuse de prendre, ce qui va nous attendre à la rentrée, posent de nombreuses questions.

Les hausses des prix ont été encore cette semaine au centre de bien des discussions, et ont, à juste titre, déçu pas mal de nos interlocuteurs : « Quand je pense que je suis allé danser place de la Bastille », **explique un parisien en vacances en Bretagne ;** « 23 ans d'espoir, 3 mois pour être déçu », **déplore en Normandie un vacancier, qui fait plutôt confiance au PCF ; un employé des bus de Strasbourg se fait l'écho de la démolarisation de certains de ses camarades de travail.**

Certes, la plupart des travailleurs expriment toujours leur espoir de voir Mitterrand et son équipe faire bientôt quelque chose en faveur des travailleurs et disent qu'il faut leur laisser le temps d'agir. Mais beaucoup montrent en même temps leur inquiétude devant les hausses de prix et la progression du chômage.

A Saverne (Bas-Rhin), un petit commerçant est venu discuter à la suite des récentes déclarations du gouvernement qui veut faire porter le chapeau de la hausse du coût de la vie aux détaillants, aux hôteliers ou aux patrons de camping trop cher, comme si les tarifs du train ou de l'essence ne grevaient pas encore plus lourdement le budget des vacanciers ; lui, pour sa part, ne voulait pas servir de bouc-émissaire vis-à-vis des consommateurs.

Et puis tous les problèmes de l'exploitation quotidienne, les conditions de travail d'un camionneur, les conditions de vie d'une famille de marins-pêcheurs... toutes ces expériences s'échangent, se discutent le soir sous les marabouts des caravanes de Lutte Ouvrière. Alors, donnons rendez-vous pour ces prochains jours à tous ceux de nos lecteurs qui s'attardent encore, comme nos caravanes, dans le sud-est de la France.



ARDÈCHE-GARD

Sam. 15.8	Bourg-Saint-Andéol
Dim. 16.8	Grignan
Lun. 17.8	Saint-Martin-d'Ardèche
Mar. 18.8	Goudargue
Mer. 19.8	Bagnols-sur-Cèze
Jeu. 20.8	Uzès

LANGUEDOC

Sam. 15.8	Bessan
Dim. 16.8	Sète
Lun. 17.8	Marseillan
Mar. 18.8	Marseillan-Plage
Mer. 19.8	Vic-la-Cardiole
Jeu. 20.8	Balaruc
Sam. 15.8	Bouzigue
Dim. 23.8	Frontignan
Lun. 24.8	Mèze
Mar. 25.8	Carnon-Plage
Mer. 26.8	Le Grau-du-Roi
Jeu. 27.8	Montpellier (pl. des Arceaux).

PROVENCE

Sam. 15.8	Barrème
Dim. 16.8	Saint-André-des-Alpes
Lun. 17.8	Colmars-les-Alpes
Mar. 18.8	Annot
Mer. 19.8	Comps-sur-Artuby
Jeu. 20.8	Lorgues
Sam. 15.8	Le Muy
Dim. 23.8	Cogolin
Lun. 24.8	Cavalaire
Mar. 25.8	Bormes-les-Mimosas
Mer. 26.8	Collobrières
Jeu. 27.8	Carqueiranne

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46.450.